

HAITI-ESPOIR

Revue de l'actualité nationale et internationale



www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/ 56220262



USA-IRAN:

LE GOÛT AMER D'UNE PAIX FRAGILE

**Le leadership
du processus
électoral :
une
responsabilité
qui appelle
au dialogue**



ANTONIO GUTERRES EN HAÏTI

« LES HAÏTIENS NE SONT
PAS SEULS », AFFIRME ANTÓNIO
GUTERRES

SOMMET DU G-7, 2026

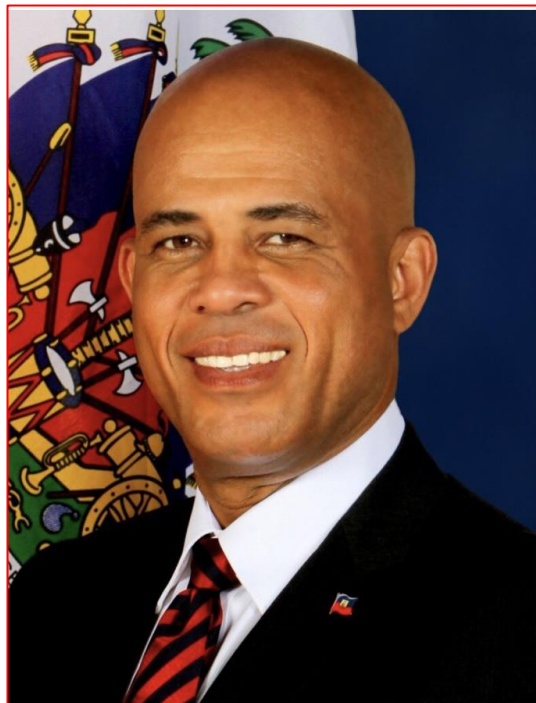


S'ACHEMINE-T-ON VERS LA RECONFIGURATION DU PAYSAGE POLITIQUE HAÏTIEN?

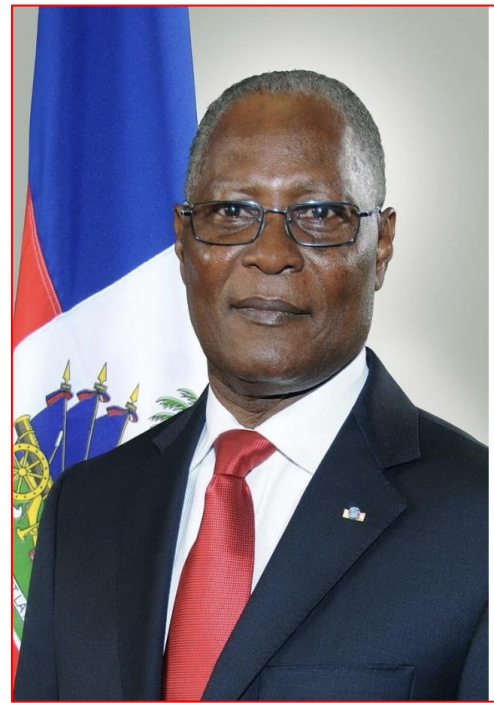
Par Jean Hénoc Faroul



Laurent Lamothe



Michel Joseph Martelly



Jocelerme Privert

Cette question fait de plus en plus l'objet de débat dans l'actualité politique haïtienne ces dernières semaines. Elle s'avère pertinente, car de nombreuses personnalités frappées par ces sanctions, sont ouvertement candidats à la première magistrature de l'Etat haïtien et à d'autres postes électifs, ou aimeraient bien l'être. Cela explique peut-être la lutte actuelle entre le Conseil Electoral Provisoire (CEP) et le Gouvernement autour du Décret électoral, dont certains prescrits s'avèrent restrictifs ou même prohibitifs.

Le premier décret électoral qui avait été adopté, peut-être sous le contrôle de certains concernés, ne pénalisait que les potentiels candidats sanctionnés par l'ONU ; ce qui laissait le champ libre aux autres sous sanctions des *Etats-Unis* et du *Canada*. En effet, le **décret électoral du Lundi 1^{er} Décembre 2025** stipulait en son **article 74 alinéa 11** : << *Ne pas être l'objet de sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU*>> pour être candidat à la Présidence. Le nouveau **décret électoral du 2 juin 2026** comporte **26** alinéas contre **11** pour le décret qu'il remplace. Il y a donc un souci de détails ou de précision et une volonté manifeste de poser de nouvelles exigences. Il ne fait pas mention de sanctions de l'ONU, des USA ou du Canada, mais **l'alinéa 20 de l'article 153** exige de tout candidat : << *Un certificat de la Banque de la République d'Haïti (BRH) attestant que le*

candidat n'est ni débiteur insolvable, ni failli, ni interdit de chèquiers, ni ayant fait l'objet d'incident de paiement répété.>>

Par ailleurs, **l'alinéa 10** exige un certificat de décharge pour les candidats ayant été comptables ou gestionnaires de fonds ou de deniers publics, alors que le mécanisme d'attribution de cette décharge est présentement dysfonctionnel. Enfin, **l'alinéa 21 du même article 153** exige << *un certificat de l'Office Nationale d'Assurance-Vieillesse (ONA) et du Fonds de Développement Industriel (FDI), attestant que le candidat n'est pas un débiteur insolvable.*>>

Ces deux institutions financières publiques ont la réputation d'être des vaches à lait pour les gens puissants du pays, hommes politiques et investisseurs, qui y feraient des emprunts irréguliers et exorbitants sans jamais s'acquitter pleinement de leurs dettes. Les personnes placées sous sanctions internationales, auront de grandes difficultés pour obtenir de la Banque Centrale ce certificat, vu le gel de leurs avoirs financiers induit l'interdiction de chèquiers, tandis que d'autres seraient des débiteurs "insolvables" de l'ONA et du FDI.

Page suivante

À propos des sanctions internationales :

Le Conseil de Sécurité de l'ONU avait pris le 21 octobre 2022 **la Résolution 2653 (2022)** renouvelant un régime de sanctions sur Haïti, lequel pénalise des personnes et des entités se livrant à des actes répréhensibles qui affectent la gouvernance du pays. Ces sanctions entraînent les mesures restrictives suivantes :

- l'interdiction de voyager ;
- le gel des avoirs; et
- l'embargo sur les armes.

Le Comité du Conseil de Sécurité qui en découle, a pour mandat, entre autres, de :

- suivre l'application des mesures de sanctions décidée par le Conseil ;
- désigner les personnes et entités visées par les mesures de sanctions.

Les mauvaises langues annoncent que d'autres personnalités seront bientôt désignées.

Les travaux dudit Comité sont appuyés par un Groupe d'Experts qui << aide le Comité à préciser et à actualiser les informations concernant la liste des personnes et entités visées par les mesures de sanctions, notamment en fournissant des renseignements concernant leur identité et d'autres renseignements pouvant servir à établir le résumé des motifs présidant à leur inscription sur la liste, qui est mis à la disposition du public>>.

Parmi les faits incriminés, on retient :

- Une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité en Haïti;
- Des activités criminelles et des actes de violence impliquant des groupes armés et des réseaux criminels;
- Le trafic et le détournement d'armements et de matériels connexes ou les flux financiers illicites qui y sont liés;
- Le fait d'agir en violation de l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 11 de la résolution 2653 (2022);

Restructuration du paysage politique :

Des pays occidentaux comme les **USA et la France** avaient proposé d'ajouter sur la liste des sanctionnés, en plus des chefs de gang, les responsables politiques et du secteur privé des affaires qui soutiennent et financent ces gangs. Par contre, **la Russie** estimait que << les mesures de contraintes internationales ne doivent pas être utilisées pour restructurer le paysage politique du pays. >> De ce fait, il conviendrait de ne pas inscrire sur la liste des sanctionnés << des personnes qui, ultérieurement,

- Le fait de préparer, donner l'ordre de commettre ou commettre en Haïti des *actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire*;
- Le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre en Haïti des actes de *violence sexuelle* ou fondée sur le genre, y compris le viol et l'esclavage sexuel;
- Le fait de *faire obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire* destinée à Haïti, à l'accès à cette aide ou à sa distribution dans le pays;
- Le fait d'*attaquer le personnel ou les locaux des missions et opérations des Nations Unies en Haïti* ou d'apporter un appui à ces attaques.

Il s'agit donc d'infractions criminelles dont une personne qui s'en serait rendue coupable, mérite d'être mise au banc par la société haïtienne elle-même, avec ou sans soutien de la communauté internationale.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 17 Octobre 2025 à l'unanimité de ses 15 membres, la **Résolution 2794 (2025)** qui reconduit pour un an le régime de sanctions imposé à Haïti. Il en a profité pour ajouter d'autres citoyens haïtiens à sa liste de sanctionnés. Par ailleurs, le mandat du **Groupe d'experts** chargé d'appuyer le **Comité des Sanctions** et de surveiller l'application des sanctions, a été prolongé pour une période de 13 mois (jusqu'au 17 Novembre 2026).

L'objectif des sanctions de l'ONU, des USA et du Canada, est de décourager les actions qui, tout en profitant à leurs perpétrateurs, ne cessent de déstabiliser le pays. La communauté internationale entendrait ainsi venir à la rescousse de l'Etat haïtien qu'il considère impuissant face à des forces politiques et financières internes. Certains ont critiqué, non pas ces sanctions jugées bien intentionnées, mais la façon dont certaines personnalités ont été sanctionnées. Nombre de ces personnalités déclarent qu'on ne leur a pas donné la possibilité de se défendre, de prouver leur innocence.

*pourraient jouer un rôle dans la vie politique >> surtout dans la période transitoire actuelle. Pour Moscou, tout rajout de noms sur la liste doit se faire de manière consensuelle. Quant à la **Chine**, elle pensait que ces mesures ne pourraient être effectives que si les pays d'origine de ces armes, comme les USA, la République Dominicaine et la Jamaïque, s'engageaient à les mettre pleinement en œuvre.*

Page suivante

La Chine et la Russie tentent d'éviter que ces sanctions ne soient instrumentalisées pour reconfigurer le personnel et le paysage politiques haïtiens. Mais, mis à part l'utilisation de leur droit de veto sur des questions de la plus grande importance, Pékin et Moscou n'ont pas de grande influence dans les affaires haïtiennes.

Depuis les années 1980 en pleine dictature des Duvalier, le Gouvernement des USA avait opté pour l'émergence d'une nouvelle classe politique en Haïti, par la fin de la présidence à vie et le pluralisme politique. Le refus catégorique du Gouvernement haïtien d'alors aboutit à la chute de Duvalier en 1986. Encore vers le milieu des années 1990, avec le rétablissement au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide, après 3 ans d'exil, l'idée d'une nouvelle classe politique était à l'ordre du jour. Mais le phénix a toujours pu renaître de ses cendres.

La communauté internationale parait fatiguée face à la gouvernance haïtienne qui a fini par nous conduire à un Etat failli, mort même, à un pays en lambeaux. Elle semble décidée à "dégangstériser" la vie politique et économique prédatrice haïtienne. Y parviendra-t-elle ? Tout compte fait,

ses interventions dans la vie politique haïtienne depuis 1915, n'ont pas toujours été négatives.

Quand, dans les années du coup d'Etat (1991-1994), elle qualifiait les élites haïtiennes de "most repugnant elite" (l'élite la plus répugnante), elle faisait allusion aux élites tant politiques qu'économiques, d'ailleurs inextricablement liées. Curieusement, cette élite économique poussée dans ses derniers retranchements, est si décapitée aujourd'hui dans le pays, qu'elle a délocalisé ses investissements à l'étranger.

Est-on en train désormais d'anéantir les élites politiques actuelles ? Ce qui ferait place nette faire à une classe politique plus jeune.

La nouvelle génération s'est-elle montrée à la hauteur de cette haute mission : la régénération nationale d'Haïti ?

Le temps est-il venu de porter les gens capables et honnêtes, toutes générations confondues, à s'impliquer désormais dans la vie politique haïtienne ?

Les conditions d'une telle implication sont-elles réunies ?

Le débat est lancé !

Me. Jean Hénoc Faroul

-Expert électoral

-Ancien Président de Bureau Electoral Départemental (BED)

-Ancien candidat

-Ancien Cadre du Programme d'Appui aux

Partis Politiques au National Democratic Institute (NDI)

-Réalisateur des émissions électorales sur Minustah FM,

la Radio de l'ONU en Haïti, de 2009 à 2017

-Auteur de l'ouvrage scientifique "Comment Remporter Une Compétition Electorale : Une Application des Théories de la Motivation"



HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

**Secrétaire de
Rédaction**
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Martine Milard

Promotion
Alex Calas

Reporter
Thomas Goldy

**Responsables de
Publicité**

Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy.

LE GOÛT AMER D'UNE PAIX FRAGILE!

Par Jean Hénoc Faroul



Donald Trump

<<***This was not easy*** !>> (<<Ce n'était pas facile>>), a dit le président des USA, **Donald Trump**, au moment d'apposer sa signature au bas du protocole d'accord de paix avec l'Iran. Une paix qui aura été aussi spectaculaire que le lancement, par Israël, de la guerre, par deux fois, en pleines négociations avec l'Iran. Avant même la signature officielle du *Memorandum of Understanding* (MoU) le soir du Mercredi 17 Juin 2026 à distance, au Château de Versailles, Paris pour la partie Étasunienne, des points de l'accord ont déjà été mis en œuvre. En effet, la levée du blocus naval étasunien a été rendue effective deux jours auparavant dans la Mer Arabique, contre les navires pétroliers autorisés par l'Iran à traverser le Détroit d'Hormuz. À preuve, un bateau gazier français a franchi sans problème le bras de mer dans la matinée du Jeudi 18 Juin 2026.

Trump avait tant soif de cette paix qu'on se demande quel mauvais calcul ou quel mauvais génie l'avait poussé dans ce bourbier. Le chemin de la paix, il l'aura trouvé, mais sur fond de ressentiment de ses alliés, tels qu'Israël et les pétromonarchies de la péninsule arabique.



Motjaba Khamenei

Lors d'une conférence de presse tenue le 16 Juin 2026, en marge de la réunion du G-7 à Paris, il a vertement critiqué son compère **Benyamin Netanyahu** en ces termes : <<*Israël ne peut pas venir à bout du Hezbollah sans tuer tout le monde. La Syrie s'en chargera. Parce que pour être honnête avec vous, je pense qu'ils (les Syriens) s'en chargeraient mieux.*>>, <<*Sans nous, sans les Etats-Unis, sans moi, il n'y aurait pas d'Israël. Car aucun président n'aurait été prêt à faire ce que j'ai fait. J'ai toujours eu d'excellentes relations avec Bibi (Netanyahu) ; mais maintenant, Bibi doit être plus responsable avec le Liban.*>>. Trump a expliqué comment, pour un incident mineur, Netanyahu a déversé des bombes sur le Sud-Liban, mettant en péril ses négociations avec l'Iran. C'est le conflit ouvert entre les deux associés d'hier, puisque l'homme d'airain de Tel Aviv a juré qu'il ne respectera pas les termes de cet accord qu'il juge désavantageux pour l'Israël. Déjà, il poursuit ses bombardements dans cette portion du territoire libanais qu'il considère vital pour la sécurité du nord d'Israël.

Page suivante

Israël, le grand perdant :

En ouvrant les hostilités contre l'avis de Trump et d'autres alliés, Tel-Aviv voulait obtenir rapidement par les armes :

- l'élimination ou la récupération de l'uranium enrichi détenu par l'Iran;
- la destruction des infrastructures nucléaires de Téhéran;
- l'arrêt du programme balistique iranien ;
- la suspension du soutien iranien à ses proxys du Moyen-Orient que sont : les milices chiites irakiens, le *Hezbollah* libanais, le *Hamas* du Gaza et autres *Houtis* yéménites.
- Une reconfiguration de la carte géopolitique du Moyen-Orient.

De ces objectifs israéliens seule la neutralisation de l'uranium enrichi, aura été atteinte. L'Iran disposait d'une capacité militaire insoupçonnée même de ses alliés Chinois, Russes et Nord-Coréens. Vladimir Poutine aurait exprimé à des émissaires iraniens sa surprise devant leur résilience militaire face aux USA et l'Israël réunis. Désormais, il se dit que la coopération russe avec l'Iran se renforcera dans les domaines du nucléaire civil et le transport de marchandises par voie terrestre. De cette guerre, Téhéran est sorti exsangue, mais plus fort, plus prestigieux et plus soutenu par ses alliés et l'opinion mondiale, même parmi ceux qui ne portent pas les mollahs dans leur cœur.



Le Sud-Liban

Les pétromonarchies du Golfe : les autres perdants

Les sultans de la péninsule arabique ne voulaient pas de cette guerre et refusaient même d'y prendre part, évitant un embrasement général qui les mettrait à genou. Le conflit a eu quand même des conséquences néfastes sur leur économie en détruisant des infrastructures pétrolières et

touristiques. Aujourd'hui, ils paieront eux-mêmes pour les dégâts qu'ils ont subis et d'avoir hébergé des bases militaires étasuniennes. Et peut-être le fardeau de la reconstruction de l'Iran, par des dommages-intérêts et autres indemnités.

La position des USA avec Trump :

<< Que le pétrole coule à flots !>>, s'est écrié Donald Trump dans la perspective de la réouverture du Détroit d'Hormuz. Les USA ne sont jamais tout-à-fait perdants ! Si ce n'est l'Etat ; ce seront les multinationales. Même si objectivement sur le plan stratégique, il y aurait :

- un certain recul de l'influence étasunienne au Moyen-Orient ;
- la perte de prestige de Washington aux yeux de ses alliés du Golfe persique et d'ailleurs, qui doutent désormais de son parapluie protecteur.

A vrai dire, cette guerre ne faisait point l'unanimité dans l'establishment des USA. Il s'est agi plutôt de la guerre de Netanyahu à laquelle Trump s'est vu obligé de prendre part, dans une certaine mesure à son corps défendant. Aujourd'hui, il ne semble plus disposé à suivre aveuglément "Bibi", et lui adresse même de sévères admonestations publiques.

Page suivante

Ce que l'Iran a obtenu :

L'Iran est dévasté par la guerre. L'inflation exagérée pourrait y causer des troubles sociaux à la longue. Comme dans tout régime dictatorial, la population est placée sous contrôle policier et de la propagande.

L'Iran semble avoir obtenu presque tout ce qu'il désirait comme conditions pour mettre fin à la guerre :

- le respect de sa souveraineté nationale ;
- un certain contrôle sur le détroit d'Hormuz ;
- la levée des sanctions économiques, dont le déblocage de ses fonds gelés dans les banques occidentales ;
- des dommages-intérêts pour sa reconstruction ;
- la poursuite de son programme balistique ;
- l'inclusion du Liban et d'Israël dans l'accord de paix.

En contrepartie, Téhéran a accepté de :

- surseoir à son programme nucléaire militaire ;

- rouvrir le Détroit d'Hormuz au commerce international sans de trop grandes restrictions.

Non pas que l'Iran ne souffrait pas de la guerre autant ou plus que les autres ; mais, sa disposition à encaisser les coups et les rendre sur Israël, ses voisins arabes et les bases militaires des USA, lui a donné une capacité de nuisance que ses adversaires ne pouvaient plus supporter. Sa résilience spectaculaire a réussi à changer pour l'instant l'équilibre stratégique régional. Ce que les faucons du parti "Likoud" auront du mal à accepter.

Israël ou mieux Netanyahu, a-t-il la capacité de saboter impunément cette série d'accords ? Dieu seul sait de quel côté se trouve le super puissant lobby juif : avec la paix forcée de Trump ? Ou du moins en faveur de la guerre totale de Bibi ? Une chose est certaine : la guerre permanente sans aucun frein humanitaire, pourrait fragiliser encore plus la position stratégique d'Israël au Moyen-Orient et dans le Monde ?

Me. Jean Hénoc Faroul, M.A

- *Maitre en Droit/Relations Internationales,*
- *Licencié en Droit,*
- *Licencié en Communication Sociale,*
- *Certifié en Administration Publique,*
- *Certifié en Analyse de l'Information (ONU, Norwegian Defence International Center,*

NODEFIC, Oslo, Norvège),

- *Certifié en Droits Humains (Université du Pays Basque, Espagne),*
- *Journaliste de carrière,*
- *Ancien fonctionnaire de l'ONU,*
- *Ancien cadre du Programme d'Appui aux Partis Politiques du National Democratic Institute (NDI)*



HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

Secrétaire de Rédaction
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Marttine Milard

Promotion
Alex Calas

Reporter
Thomas Goldy

Responsables de Publicité

Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE ISRAËLIEN, BENYAMIN NETANYAHOU



<< The President of the United States, and he thinks he can really combine both the blossoming of the Egyptians and the cancellation of the nuclear program.

And I said that's his decision; I repeat and say that's his decision. He is leading this and, of course, I expressed my opinion in various conversations.

On the other hand, I said that we have our own interests.

First of all, regarding nuclear threat. I am committed to ensuring that we do not face such a threat.

And secondly, regarding Lebanon, we created a buffet zone there, a security area. We will remain there as long as necessary.

Iran wanted us to withdraw from there. That did not happen. Do you know why that did not happen? Among other reasons: because I stood very, very firm. I was very, very resolute on this matter.

And I think our American friends respect this determination and steadfastness.

We are staying there because we need to protect the residents of the north. And there are also other things that we are doing...>>

<< Le président des États-Unis pense pouvoir concilier le développement de l'Égypte et l'abandon du programme nucléaire.

J'ai dit que c'était sa décision ; je le répète, c'est sa décision. Il est à la tête de ce projet et, bien sûr, j'ai exprimé mon opinion à plusieurs reprises.

Par ailleurs, j'ai dit que nous avons nos propres intérêts. Premièrement, concernant la menace nucléaire, je suis déterminé à faire en sorte que nous n'y soyons pas confrontés.

Deuxièmement, concernant le Liban, nous y avons établi une zone de sécurité. Nous y resterons aussi longtemps que nécessaire.

L'Iran voulait que nous nous retirions. Cela ne s'est pas produit. Savez-vous pourquoi ? Entre autres raisons : parce que j'ai été très ferme. J'étais très déterminé sur ce point.

Et je pense que nos amis américains respectent cette détermination et cette constance. Nous restons là-bas parce que nous devons protéger les habitants du nord. Et nous faisons aussi d'autres choses...

Déclaration des chefs d'État et de gouvernement



Evian, Paris, France, 17 Juin 2026

Ukraine

Nous, chefs d'État et de gouvernement du G7, sommes unis dans notre soutien indéfectible à l'Ukraine alors qu'elle défend sa liberté, sa souveraineté et son intégrité territoriale. Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple ukrainien, dont les infrastructures essentielles et le patrimoine culturel sont attaqués. Nous félicitons l'Ukraine pour sa résilience et les progrès qu'elle a accomplis sur le front ces derniers mois, et nous soulignons qu'il existe désormais un nouvel élan.

Pour soutenir et amplifier cet élan, nous sommes convenus d'accroître la fourniture de capacités de défense aérienne, de systèmes et d'intercepteurs supplémentaires ainsi que de capacités de longue portée. Nous nous tenons par ailleurs prêts à accorder à l'Ukraine le bénéfice de licences lui

permettant d'accroître sa production militaire.

Nous soulignons l'importance de la résilience énergétique, fondée sur les besoins et les priorités définis par les autorités ukrainiennes. Nous sommes convenus d'apporter un soutien supplémentaire à l'Ukraine afin de permettre au pays de faire face à l'hiver prochain.

Nous nous engageons à accroître les pressions exercées sur l'économie de guerre de la Russie. À cette fin, nous renforcerons nos sanctions, y compris sur les secteurs du pétrole et du gaz. Nous considérons qu'il est temps de prendre de nouvelles mesures, le Président Donald Trump ayant obtenu un accord que nous soutenons pour la réouverture du détroit d'Ormuz.

Moyen-Orient

Nous reconnaissons les avancées et les possibilités actuelles au Moyen-Orient.

Nous saluons l'annonce d'un accord entre les États-Unis et l'Iran, obtenu sous la conduite ferme du président Donald Trump, avec le soutien des pays médiateurs, qui offre une possibilité historique pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire et pour lutter contre les menaces liées à ses activités régionales et balistiques. Nous appuyons sa mise en œuvre et sommes prêts à y contribuer.

Nous réaffirmons que le droit de passage en transit sans

entrave et sans redevance constitue la pierre angulaire du commerce international. Nous sommes convenus que l'initiative multinationale et indépendante en matière de défense conduite par la France et le Royaume-Uni peut jouer un rôle important pour faciliter la reprise du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz en protégeant les navires marchands, en rassurant les opérateurs du transport maritime commercial et en appuyant la vérification du retrait de toutes les mines.

Page suivante

Nous apportons notre ferme soutien à un accord diplomatique solide et global complémentaire au protocole d'accord obtenu par le Président Donald Trump, qui puisse mener à la paix et à la sécurité pour tous dans la région. Nous soulignons que les négociations conduites à cette fin doivent tenir compte des menaces que l'Iran fait peser sur la région et au-delà et doivent garantir que ce pays n'obtiendra jamais l'arme nucléaire. Nous sommes convenus que les contributions des partenaires régionaux et internationaux concernés, notamment de l'Agence internationale de l'énergie atomique, seraient utiles à ces négociations. Nous réaffirmons que l'Iran n'obtiendra jamais l'arme nucléaire.

Au Liban, nous soutenons, grâce à un cessez-le-feu solide et immédiat, les efforts déployés par les autorités libanaises pour parvenir au désarmement du Hezbollah et au

Indopacifique

Nous soulignons l'importance d'une région indopacifique libre et ouverte fondée sur l'état de droit. Nous réaffirmons notre opposition à toute tentative unilatérale de modification du statu quo, notamment par la force ou par la contrainte, en mer de Chine orientale, en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taiwan, ces questions devant être résolues de manière pacifique grâce au dialogue.

Nous déclarons notre vive préoccupation face aux programmes nucléaires et balistiques de la Corée du Nord et nous réaffirmons notre engagement en faveur de la dénucléarisation complète de ce pays, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous enjoignons à la Corée du Nord de régler sans délai la question des enlèvements. Nous réaffirmons la nécessité de

monopole de l'État sur les armes et pour protéger l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays au moyen de garanties de sécurité internationales adaptées.

Dans la bande de Gaza, nous accélérerons les efforts humanitaires et de reconstruction et la mise en œuvre rapide des mesures politiques et de sécurité pertinentes. Nous appelons à mettre un terme aux violences en Cisjordanie.

Nous nous engageons à accélérer la diversification des voies d'approvisionnement énergétique afin de réduire les vulnérabilités internationales liées au détroit d'Ormuz et d'accroître nos réserves énergétiques. Nous saluons le potentiel du Canada à fournir des capacités supplémentaires significatives sur le marché mondial dans les années à venir.

traiter conjointement la question des vols de cybermonnaies et des actes de cybercriminalité commis par la Corée du Nord.

Nous saluons le sommet de Convergence mondiale pour la croissance organisé par le Président Emmanuel Macron le 11 juin 2026, auquel la Chine a participé. Nous réaffirmons notre souhait commun de faire converger notre approche avec celle des autres grandes économies sur les causes des déséquilibres mondiaux importants qui persistent et sur la nécessité d'y remédier. Nous poursuivrons ces efforts dans le cadre du G20 sous la présidence des États-Unis et au sein d'autres enceintes pertinentes.

(Traduit de l'anglais)

NDLR. C'est nous qui soulignons.

HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

Secrétaire de Rédaction
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Marttine Milard

Promotion
Alex Calas

Reporter
Thomas Goldy

Responsables de Publicité
Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy.

ADMINISTRASYON JENERAL DWÀN



Lancement du module ASYVAL par l'Administration Générale des Douanes...

Lalwa ak Leta Santral bay Administrasyon Jeneral Dwàn plen pouvwa poul goumen kont kontrebann sou fontyè, nan ewopò ak nan waf yo. Konsa, ajan dwàn yo gen otorizasyon pou yo:

- arete moun ki ap fè kontrebann;
- arete chofè kap transpòte machandiz kontrebann;
- sezi machin ki ap transpòte yo;
- sezi machandiz sa yo.

Ou menm ki gen gwo depo ak magazen, se pou fakti ak papye dwàn ou toujou pare pou montre enspektè dwàn yo. Ladwàn pap jwe, paske san lajan ladwàn, Leta pap ka fonksyone ni bay popilasyon an sèvis.

MALÈ AVÈTI PA TOUYE KOKOBE ! EDE LETA POU LETA KA EDE NOU!



CONFÉRENCE DE PRESSE, SUITE À SA VISITE EN HAÏTI

Port-au-Prince, le 16 juin 2026 [all-English]



Haïti est confrontée à la crise humanitaire la plus grave – et celle qui s'aggrave le plus rapidement – de l'hémisphère occidental. Aujourd'hui, 6,4 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population haïtienne – ont besoin d'aide, contre 5,5 millions il y a deux ans. Près de 1,5 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays par la violence. Et près de 6 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë. Ce sont les femmes et les enfants qui en paient le prix le plus lourd. Au premier trimestre de cette année, en moyenne, plus de 20 femmes et filles ont été agressées chaque jour. En un an, le nombre d'enfants recrutés par les gangs a triplé. Actuellement, près de la moitié des membres de gangs sont des enfants. Des enfances sont volées – par la violence, par l'exploitation, par la faim. Telle est la véritable nature de ces groupes, qui prospèrent en exploitant les plus vulnérables. C'est absolument intolérable. Cela doit cesser.

Je tiens à saisir cette occasion pour rendre hommage à nos collègues et partenaires humanitaires – dont la grande majorité sont eux-mêmes Haïtiens – qui refusent de baisser les bras, malgré les dangers. L'année dernière, ils ont apporté une aide vitale à près de 3 millions de personnes.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Je vous remercie de votre présence.

Je suis venu en Haïti avec un message simple : vous n'êtes pas seuls. Les Nations Unies sont à vos côtés. Et le monde n'a pas le droit de détourner le regard. Dans quelques instants, je quitterai votre pays. Mais ce que j'ai vu ici restera à jamais gravé dans ma mémoire. J'ai été témoin d'une crise d'une ampleur extraordinaire, dont la cause profonde est l'insécurité. Des bandes terrorisent le pays. Des familles entières sont déracinées. Des enfants sont privés de protection, d'éducation et d'avenir. Pour trop d'Haïtiens, chaque jour est une lutte pour la survie. Mais j'ai aussi – et surtout – vu un peuple qui fait preuve de courage.

Ce matin, dans un centre d'accueil pour personnes déplacées, j'ai rencontré des familles qui ont tout perdu et qui, pourtant, tiennent bon, unies, avec un courage et une dignité qui forcent l'admiration. Leur résilience m'a profondément touché. Et elle nous oblige à faire de même. Ces familles n'ont pas sollicité ma compassion. Elles attendent des actes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Mais derrière chaque chiffre se cache une vie.

Or, à peine un quart de notre plan d'intervention – 880 millions de dollars pour venir en aide à 4,2 millions de personnes – est financé. Je le dis clairement aux donateurs : Haïti ne demande pas la charité. Haïti demande au monde de tenir parole. Et Haïti ne peut plus attendre.

Mesdames et Messieurs, cette crise est aussi, au fond, une crise sécuritaire. Depuis le début de l'année, la violence des gangs a fait plus de 2 300 morts et plus de 1 100 blessés. Elle paralyse l'État, l'économie, l'éducation et l'acheminement de l'aide. Pourtant, la plus grande honte n'est pas la violence des gangs. La plus grande honte, c'est l'indifférence – l'indifférence d'un monde qui a détourné le regard bien trop longtemps. Car il existe un lien direct entre l'absence de la communauté internationale et l'absence de sécurité pour le peuple haïtien. Mais la situation peut être inversée. Des quartiers du centre-ville de Port-au-Prince ont été repris. Le Conseil des ministres se réunit à nouveau au Palais national, après plus de trois ans. Ce n'est pas qu'un symbole : c'est le signe du retour progressif de l'État. Aujourd'hui, à la base de Vertières, j'ai également rencontré les hommes et les femmes de la Force de répression des gangs.

Page suivante

Leur déploiement offre une réelle opportunité de freiner la violence et de restaurer l'autorité de l'État. Nous ne pouvons pas laisser passer cette chance. La Force n'est pas une opération des Nations Unies, mais elle bénéficie de notre plein soutien logistique et opérationnel par l'intermédiaire de notre bureau de soutien en Haïti. Je remercie les gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine pour leur précieuse coopération.

L'occasion qui se présente aujourd'hui ne se représentera peut-être pas, et je compte sur les dirigeants haïtiens pour la saisir. Il est nécessaire d'accélérer le processus politique et de rétablir la confiance. Il appartient aux Haïtiens, et à eux seuls, de tracer la voie. Ce processus doit porter ses fruits : une transition inclusive et des élections crédibles, seule voie légitime pour restaurer l'ordre constitutionnel et les institutions démocratiques. Les Nations Unies restent pleinement engagées. Sous l'égide de mon Représentant spécial, M. Carlos Ruiz Massieu, et par l'intermédiaire du BINUH, nous continuerons de faciliter le dialogue et de soutenir les solutions haïtiennes. La transition progresse. L'élan est là. Mon appel à la communauté internationale est donc simple : assumez enfin vos responsabilités. Premièrement : renforcez le soutien sécuritaire – par le déploiement rapide et complet de la Force – en ajustant les ressources en fonction des progrès réalisés sur le terrain. Deuxièmement : soutenez la transition politique et le redressement du pays – éducation, santé et emploi – afin d'offrir aux jeunes Haïtiens une alternative aux gangs et un avenir digne. Troisièmement : financez l'aide humanitaire de manière prévisible et adaptée aux besoins. Et surtout : écoutez le peuple haïtien.

Mesdames et Messieurs, je quitte Haïti avec un message d'espoir. Pour la première fois depuis des années, nous

apercevons la lumière au bout du tunnel. Car Haïti est bien plus que ses épreuves. C'est une jeunesse immense et créative, une diaspora engagée, une culture qui rayonne bien au-delà de ses frontières. Haïti possède tous les atouts pour se relever. Il y a plus de deux siècles, à Vertières, un peuple a accompli ce que le monde croyait impossible : briser ses chaînes et se libérer. Je suis convaincu que ce même peuple saura se libérer de l'emprise des gangs et reconquérir sa sécurité, ses institutions et son avenir. Notre rôle n'est pas d'agir à votre place. Notre place est à vos côtés. Et nous serons là, jusqu'au bout.

Merci.

Avant de passer aux questions, permettez-moi de dire quelques mots en anglais. Je suis ici avec un message d'espoir. Pour la première fois depuis de nombreuses années, on entrevoit enfin une lueur d'espoir. Haïti a une chance de changer de cap, mais seulement si la communauté internationale assume ses responsabilités. Soyons clairs : les gangs terrorisent Haïti. Les institutions sont affaiblies. Mais le plus honteux, c'est l'indifférence – l'indifférence d'un monde qui détourne le regard. Il existe un lien direct entre l'absence de la communauté internationale et l'insécurité du peuple haïtien. Mon appel à la communauté internationale est donc simple : agissez. Financez l'aide humanitaire et la reconstruction progressive. Soutenez les institutions haïtiennes et la Force de répression des gangs. La transition est en marche. Chacun – la communauté internationale et les dirigeants haïtiens – doit contribuer à transformer cet élan en résultats concrets. Ensemble, soyons solidaires du peuple haïtien – pour la paix, pour la sécurité, pour la dignité.

Merci.

HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

**Secrétaire de
Rédaction**
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Marttine Milard

Promotion
Alex Calas

Reporter
Thomas Goldy

**Responsables de
Publicité**

Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

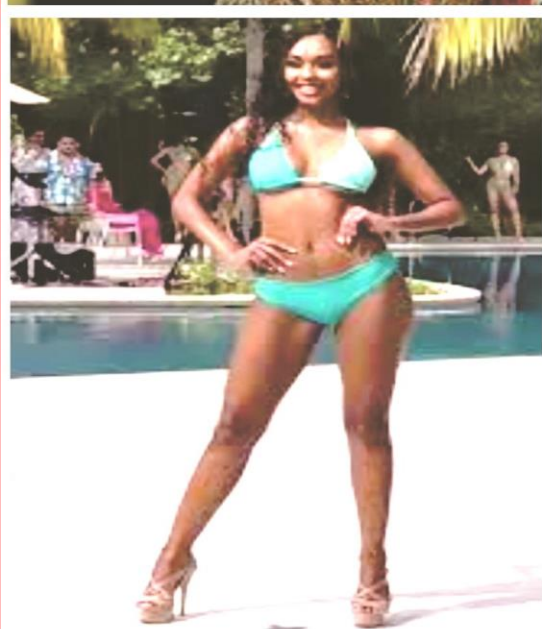
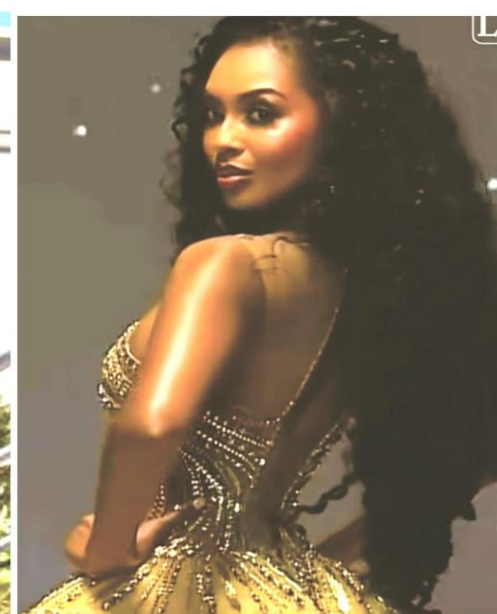
Art graphique
Alexis Jean Billy.

LA BEAUTÉ DE LA SEMAINE

**Simone Duvalier, fille de l'ancien Président à vie d'Haïti,
Dr François Duvalier, née à Port-au-Prince le 31 Mars 1946**



Mariale Acosta, Miss Universe Costa Rica 2026



Quand l'arbitrage et la VAR plombent le retour des Grenadiers

Par Jean Manfred Siméon

**Deux pénalités non sifflées**

C'était l'histoire belle du début de ce Mondial 2026. 52 ans après leur unique participation en 1974, les Grenadiers d'Haïti faisaient leur retour sur la scène mondiale face à l'Écosse. Pendant plus d'une heure, ils ont tenu tête à leur adversaire européen, poussant même pour égaliser. Pourtant, le tableau d'affichage affiche un cruel 1-0 pour l'Écosse. Mais au-delà du score, c'est une amertume profonde qui domine : celle d'avoir été victimes d'un arbitrage que beaucoup qualifient de partial, voire aveugle. Ce match restera malheureusement dans les annales non pas pour le jeu, mais pour un arbitrage que de nombreux fans estiment avoir faussé la compétition.

Le scandale des deux mains oubliées par la VAR

La frustration haïtienne atteint son paroxysme en seconde période. Alors que l'Écosse mène grâce à un but de John McGinn, Haïti pousse pour égaliser et obtient deux occasions franches de penalty, toutes deux refusées sans même un regard à l'écran par l'arbitre.

· **Premier incident (73e minute)** : Sur un centre, le défenseur écossais Grant Hanley, positionné dans sa surface, tend clairement le bras. Le ballon le touche avant de sortir en corner. Les joueurs haïtiens crient à la main, mais l'arbitre, M. Mustapha Ghorbal, laisse jouer. Selon les règlements actuels, un bras décollé du corps qui fait obstacle au ballon est généralement synonyme de penalty.

· **Second incident (79e minute)** : Cinq minutes plus tard, le doute n'est même plus permis. Le milieu Jean-Ricner Bellegarde déclenche une puissante frappe. Hanley est cette fois-ci à terre, mais son bras est décollé et dévie clairement le tir. Le contact est évident. Penalty ? Rien. Et pire que cela : la VAR (l'assistance vidéo) ne daigne même pas intervenir pour inviter l'arbitre à revoir les images.

Pourquoi une telle absence de réaction ? Officiellement, l'arbitre vidéo, le Saoudien Abdullah Dhafer, n'a peut-être pas jugé l'erreur « manifeste ». Pourtant, pour tout observateur neutre, l'anomalie était flagrante. Furieux, le gardien et capitaine haïtien Johny Placide a exprimé le sentiment général après le match : « Ce n'est pas une question d'excuses. Ce sont deux moments où, de là où nous étions, cela ressemblait à des penalties clairs. Nous attendions que la VAR intervienne, mais rien n'est venu. » L'injustice ne s'arrête pas aux penalties refusés. En fin de match, alors que le temps s'égrène, un geste dangereux émaille la rencontre. Le joueur écossais Kenny McLean décolle et plante ses crampons au-dessus du genou de Josué Casimir. Une intervention qui aurait pu valoir un carton rouge dans n'importe quel championnat majeur. Pourtant, M. Ghorbal sort un simple carton jaune. Une fois encore, la VAR reste muette.

Suite page suivante

Une violence dangereuse impunie

Ce laisser-aller arbitral a donné l'impression que les Grenadiers, pourtant valeureux, n'avaient pas le droit de renverser la hiérarchie. Sur les réseaux sociaux, un cri de

ralliement a résonné, repris par des fans neutres comme haïtiens : « Ils se sont fait tabasser » ou « On s'est fait voler ».

Une colère qui dépasse les frontières : pétitions et enquête réclamées



L'indignation ne faiblit pas 48 heures après le coup de sifflet final. Le sentiment d'avoir été lésé est tel que plusieurs pétitions ont émergé, récoltant plus de 100 000 signatures en quelques jours. Les signataires ne réclament pas un recomptage des points, mais une enquête de la FIFA sur la conduite de M. Ghorbal.

Une pétition, rédigée par le comédien James Fleurissant, interpelle directement l'instance mondiale : « Le football est un langage universel, un symbole d'égalité. Cependant, lors de ce match, plusieurs décisions arbitrales ont soulevé

des questions. Des décisions qui ont profondément influencé le cours du jeu. » Le texte exige une « révision arbitrale » pour les matchs à gros enjeux et la transparence sur les décisions litigieuses.

Même en Écosse, la victoire a un goût amer pour certains puristes qui estiment que leur équipe a bénéficié d'une faveur induue. Mais pour Haïti, l'addition est lourde : non seulement les Grenadiers repartent avec zéro point, mais ils perdent aussi la confiance dans l'outil vidéo censé garantir l'équité.

Un appel à la responsabilité

Il serait facile de dire que le sort d'un match ne se joue pas sur des pénalités. L'Écosse a dominé certaines phases. Cependant, dans une compétition où le plus petit détail qualifie ou élimine, l'erreur humaine n'a plus sa place en 2026, surtout quand la technologie est présente.

Ce match Haïti – Écosse laisse un sentiment de gâchis. Il rappelle que la VAR ne sert à rien si ceux qui la contrôlent refusent de l'utiliser pour réparer les erreurs évidentes. En refusant deux pénalités aussi flagrants, l'arbitrage n'a pas seulement pénalisé une équipe ; il a offert au monde une

image d'injustice qui ternit l'éclat de cette Coupe du Monde.

Les Grenadiers sont repartis battus, mais la tête haute. Comme l'a souligné un fan neutre : « L'équipe de la Concacaf a peut-être perdu à cause de l'arbitrage, mais ils ont gagné le respect du monde du football. » Un respect que la FIFA devrait aujourd'hui honorer en s'expliquant sur ces graves erreurs.

Jean Manfred Siméon

SERVICE MARITIME DE NAVIGATION D'HAÏTI SEMANAH



Le SEMANAH a une mission de régulation et de contrôle des eaux maritimes haïtiennes, qu'il soit côtier, régional ou international. Il agit suivant les directives de son Conseil d'Administration composé du :

- Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications, Président*
- Ministre de l'Économie et des Finances, Membre*
- Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, Membre*
- Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Membre*
- Ministre du Commerce et de l'Industrie, Membre*
- Directeur Général de l'Institution, Secrétaire du Conseil*



Au milieu, le Directeur Général Eric Prévost Junior

Le SEMANAH joue donc un rôle important en aidant l'État à cerner dans son ensemble les multiples problèmes liés au domaine maritime.

Dans un milieu en perpétuelle mutation et à côté de l'intensification des exigences, le SEMANAH joue un rôle de premier ordre dans la sécurité, la sûreté du transport maritime et la protection de l'environnement marin. Cette mission s'exerce dans les limites de sa juridiction à travers sa structure fonctionnelle.

De plus, par son implantation territoriale, le SEMANAH offre un service public de proximité aux usagers de la mer.



CHRISTIAN CANIVENC : LA SCULPTURE COMME MOYEN D'EXPRESSION PERSONNEL

Par Martine Milard



Christian Canivenc

Pour certains artistes, la création naît d'une vocation précoce. Pour d'autres, elle émerge à la faveur d'un bouleversement de vie. C'est le cas de **Christian Canivenc**, sculpteur contemporain au parcours singulier, qui s'est tourné vers l'art après avoir été contraint d'interrompre son activité professionnelle pour des raisons de santé.

Chez lui, la sculpture est devenue bien plus qu'un simple loisir : un véritable langage intérieur. De ses œuvres se dégagent des émotions profondes, comme une mélodie silencieuse traversant la matière. Elles invitent le spectateur à dépasser le quotidien pour accéder à une dimension plus essentielle de l'existence. Le métal, sous ses mains, semble acquérir une âme et devenir le lien entre mémoire, présent et avenir.

Né le 4 novembre 1960 à *Sérénac*, dans le *Tarn*, où il réside toujours aujourd'hui, **Christian Canivenc** grandit dans un environnement familial marqué par la transmission des valeurs et l'attachement à la terre. Issu du monde agricole et seul garçon de sa fratrie, il se voit naturellement destiné à reprendre l'exploitation familiale.

Tandis que ses deux sœurs poursuivent de brillantes études jusqu'au doctorat en biologie, il choisit une voie plus pratique et obtient un BEP agricole.

Après son service militaire et quelques emplois auprès d'entrepreneurs agricoles, il se marie en 1983 et crée une entreprise de travaux agricoles afin d'assurer l'avenir de sa famille. En 1992, les problèmes de santé de son père l'obligent à reprendre rapidement l'exploitation familiale,

alors même que son entreprise est en plein développement. Face à cette double responsabilité devenue difficilement gérable, il doit finalement abandonner son activité de travaux agricoles, un choix douloureux mais nécessaire.

À un peu plus de quarante ans, il entame une nouvelle vie en rejoignant le secteur privé. Ce changement lui permet de restaurer progressivement le corps de ferme familial pour en faire un gîte qu'il gère encore aujourd'hui. Huit années de travaux réalisés les week-ends et pendant les vacances, en parallèle de son activité professionnelle, finissent cependant par fragiliser sa santé. En 2016, après l'apparition de plusieurs hernies discales, la médecine du travail le place en invalidité.

C'est alors qu'une nouvelle aventure commence.

D'abord pour embellir son gîte, il réalise quelques décorations métalliques. Encouragé par son entourage, il se lance rapidement dans la création de sculptures et participe dès 2017 à sa première exposition à *Ambialet*. La même année, son engagement bénévole à la Croix-Rouge d'Albi, notamment lors des maraudes auprès des personnes sans domicile, marque profondément sa sensibilité artistique. Il y rencontre également **Pascale**, devenue depuis son équilibre et son rayon de soleil. Ses premières créations s'inspirent des pratiques courantes de récupération d'outils agricoles.



Très vite, il s'éloigne cependant de cette approche qu'il juge trop répandue pour développer un univers plus personnel. La sculpture devient alors un moyen de transmettre des messages, d'exprimer des symboles et d'insuffler grâce et mouvement à ses personnages.

Son travail repose principalement sur le métal, parfois associé à des matériaux minéraux. Son style, à la fois expressif et artisanal, se caractérise par des assemblages soudés, des silhouettes élancées et une forte présence de la matière. Les thèmes qu'il aborde sont variés : musiciens, danseurs, maternité, marcheurs, mais également des sujets plus contemporains comme le *transhumanisme* ou les relations entre l'homme et la machine.

Chaque œuvre est intimement liée à une rencontre, une expérience ou une émotion vécue. Ainsi, une sculpture

représentant un sans-abri accompagné de son chien trouve son origine dans ses actions humanitaires. Une autre évoque l'univers carcéral après les échanges qu'il a entretenus avec un détenu italien. La maternité est née de la grossesse de sa fille. Le *mythe de Sisyphe* et *l'Homme de Vitruve* sont issus de réflexions menées dans le cadre d'une association philosophique.

L'actualité, les relations humaines et les émotions du quotidien constituent ses principales sources d'inspiration. Plusieurs visiteurs de ses expositions soulignent la douceur qui émane de ses œuvres, malgré la dureté apparente du métal. Cette perception l'encourage à poursuivre cette forme de communication non verbale capable d'exprimer ce que les mots peinent parfois à transmettre.



Pièces sculptées de Christian Canivenc

Présentes notamment sur la plateforme *Artmajeur.com*, ses créations oscillent entre une dimension profondément humaine — musiciens, maternité, marcheurs — et une réflexion plus conceptuelle sur les évolutions technologiques, illustrée notamment par son œuvre *Transhumanisme* réalisée en 2020. Ce contraste confère à son travail une résonance particulièrement contemporaine. L'œuvre de **Christian Canivenc** présente également des similitudes étonnantes avec certaines traditions de sculpture métallique développées dans les Caraïbes : tôle récupérée,



du fer découpé, des bidons recyclés, des pièces mécaniques soudées.

En Haïti, à Cuba ou encore à Trinidad-et-Tobago, de nombreux artistes transforment depuis longtemps bidons, tôles et pièces métalliques récupérées en silhouettes humaines, scènes de danse ou représentations symboliques. On retrouve dans ces créations une même valorisation de la matière brute, une esthétique du mouvement et une volonté de donner une seconde vie aux matériaux industriels.

Page suivante

En Haïti il est courant pour des artistes de transformer depuis longtemps des bidons métalliques en : silhouettes humaines, animaux, scènes de danse, motifs vaudous, arbres de vie. Le rendu produit souvent des contours ajourés, une sensation de mouvement, une esthétique brute mais poétique, un lien très visible avec la récupération et l'art populaire.

Bien que son travail s'inscrive dans un contexte européen contemporain, Christian Canivenc partage avec ces artistes un même rapport au recyclage, à la mémoire des matériaux et à l'expression directe des émotions.

Cette proximité esthétique démontre combien la création artistique dépasse les frontières géographiques et culturelles.



Exposition d'œuvres en "fer découpé" au Village artistique de Noailles, Croix-des-Bouquets, Haïti.

À travers ses sculptures, Christian Canivenc nous rappelle que l'art est avant tout un langage universel. Un langage capable de transformer la matière en émotion, les épreuves en création et les expériences personnelles en messages partagés. Son parcours illustre avec force la capacité de l'être humain à se réinventer et à faire de chaque étape de la vie une source d'inspiration.

Bien que **Christian Canivenc** s'inscrive dans le paysage de la sculpture contemporaine européenne, plusieurs aspects de son œuvre entrent en résonance avec certaines pratiques artistiques caribéennes. Son rapport au métal récupéré, la mise en valeur de la matière brute, l'importance accordée au geste artisanal et la transformation d'objets industriels en figures expressives, rappellent des démarches largement présentes dans l'art populaire des îles. Dans les Caraïbes, l'identité culturelle s'exprime souvent à travers les matériaux disponibles localement, la mémoire des héritages coloniaux et industriels, les pratiques de récupération ainsi

que les influences africaines, créoles et populaires. La musique, la danse et le corps en mouvement y occupent également une place centrale, nourrissant un imaginaire artistique où rythme et vitalité se répendent.

Sans qu'il y ait nécessairement de filiation directe, les correspondances observées entre l'œuvre de Christian Canivenc et celles d'artistes issus d'autres horizons, témoignent de la capacité de la création artistique à dépasser les frontières géographiques, linguistiques et culturelles. Elles révèlent l'existence de préoccupations universelles : donner une seconde vie à la matière, transmettre une émotion, raconter une histoire ou interroger la condition humaine et l'humanité.

Martine Milard
Paris, France



BUREAU DE MONÉTISATION DES PROGRAMMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



BMPAD

Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) est un organisme public autonome, chargé d'assurer la mobilisation, la gestion et la mise en œuvre de projets structurants inscrits dans la politique de développement du Gouvernement.



La création du BMPAD en 2008 a mis fin au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III.

Cet organisme fonctionnait sous la direction du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Contrairement au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III, le BMPAD jouit d'une autonomie administrative et financière. Il assure le relais « des accords, des conventions et des protocoles d'entente » de l'ancienne structure. Sa mission est clairement définie selon les statuts précisés dans sa loi cadre.

bmpad.gouv.ht, Port-au-Prince, Haïti



République d'Haïti
Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement
(BMPAD)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Le BMPAD rassure la population et renforce les démarches visant à garantir la qualité des produits pétroliers sur le marché national

Port-au-Prince, le 16 juin 2026.- Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) suit avec une attention soutenue les préoccupations exprimées ces derniers jours par plusieurs secteurs de la vie nationale relativement à la qualité des produits pétroliers distribués sur le marché local.

Conscient de l'importance stratégique du secteur énergétique pour le fonctionnement de l'économie nationale et le bien-être de la population, le **BMPAD** tient à informer le public que des démarches sont actuellement entreprises auprès du **Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)**, afin d'évaluer la situation et d'identifier les mesures appropriées permettant d'assurer une meilleure régulation du marché.

Sous l'impulsion de sa Direction Générale, le **BMPAD** privilégie une approche responsable, fondée sur la concertation, la transparence et la recherche de solutions durables. Les échanges engagés visent à renforcer les mécanismes de contrôle, de suivi et de coordination nécessaires au bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement en produits pétroliers.

Le **BMPAD** réaffirme sa détermination à travailler de concert avec les autorités compétentes et les partenaires du secteur afin de préserver la confiance des consommateurs et de garantir les meilleures conditions possibles d'approvisionnement du marché national. L'institution demeure pleinement mobilisée et ne manquera pas de tenir la population informée de l'évolution des mesures qui seront adoptées dans les prochains jours.

Le **BMPAD** renouvelle son engagement à servir l'intérêt général dans le respect des principes de bonne gouvernance, de responsabilité et d'efficacité.

Service de Communication
Tel : (509) 38357362



Le leadership du processus électoral : une responsabilité qui appelle au dialogue

Par Smith Augustin

09 juin 2026



De gauche à droite : Le premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et le Président du Conseil Electoral Provisoire, Jacques Desrosiers.

À mesure que le pays s'approche des échéances devant permettre le retour à l'ordre constitutionnel, une évidence s'impose : l'aboutissement du processus électoral constitue désormais la principale responsabilité politique du Premier ministre.

L'Histoire retiendra moins les débats administratifs, les querelles de compétences ou les désaccords institutionnels que la capacité des autorités de transition à conduire la nation vers des élections crédibles et à assurer une transmission pacifique de la légitimité démocratique. Sur ce point, le chef du gouvernement occupe une position centrale. C'est à lui qu'il revient de coordonner l'action gouvernementale, de mobiliser les ressources nécessaires, de créer les conditions matérielles du scrutin et, en définitive, d'assumer devant la nation la responsabilité du succès ou de l'échec du processus.

Cette mission particulière lui confère naturellement le droit – et peut-être même le devoir – de prendre les décisions qui lui paraissent nécessaires au respect des engagements de la transition. Aucun gouvernement ne peut être réduit à un simple rôle d'observateur lorsqu'il est chargé de conduire le retour à l'ordre constitutionnel.

D'ailleurs, l'opinion publique n'a-t-elle pas souvent tendance à tenir l'Exécutif pour responsable des élections non réalisées, sans toujours distinguer les attributions

respectives des différents acteurs institutionnels, notamment celles du Conseil électoral provisoire ?

Qui se souvient aujourd'hui par exemple de la composition des Conseils électoraux provisoires mis en place sous la présidence de Michel Martelly ? Dans la mémoire collective, ce que l'on retient surtout, c'est que le président Martelly et son administration n'ont pas réussi à organiser les élections attendues.

De la même manière, rares sont ceux qui se rappellent les noms des membres du Conseil électoral provisoire ayant conduit les élections sous la présidence provisoire de Jocelerme Privert. Ce que l'on retient, en revanche, c'est que le président Privert a organisé ces élections et assuré la transmission du pouvoir à un président élu, en l'occurrence M. Jovenel Moïse.

Nos préférences politiques ne devraient pas nous porter à occulter cette réalité : dans l'exercice du pouvoir, l'échec comme la réussite sont d'abord imputables à ceux qui en assument la direction. La tête porte toujours le poids des revers autant qu'elle reçoit les honneurs du succès.

Une telle charge appelle toutefois une exigence tout aussi fondamentale : celle du dialogue, du respect mutuel et de la concertation permanente avec les autres institutions concernées.

Page suivante



Rencontre avec les partis politiques et la société civile organisée.

Dans une période de transition, l'efficacité ne peut durablement se construire contre les institutions ; elle doit se construire avec elles. Le Conseil électoral provisoire et le gouvernement poursuivent, au fond, le même objectif : conduire le pays vers des élections crédibles et mettre un terme à une transition qui se prolonge depuis trop longtemps.

Lorsque des divergences apparaissent, elles doivent être traitées dans le cadre du dialogue, de la transparence et de la recherche de compromis institutionnels, plutôt que par des démonstrations de force susceptibles d'alimenter les inquiétudes ou les suspicions.

En ce sens, la question n'est pas de savoir si le Premier ministre doit exercer son leadership. Il doit le faire, c'est sa responsabilité. La véritable question est donc plutôt de savoir comment ce leadership peut s'exercer de manière à renforcer, et non à fragiliser, la confiance indispensable à la réussite du processus électoral. C'est là tout l'enjeu.

En matière électorale, la confiance constitue une ressource aussi importante que les moyens financiers, les infrastructures ou les dispositifs de sécurité. Les élections ne reposent pas uniquement sur des textes, des procédures ou des calendriers ; elles reposent également sur la conviction partagée que les principaux acteurs agissent de bonne foi, dans le respect de leurs responsabilités respectives et dans l'intérêt supérieur de la nation.

À cet égard, les tensions récemment observées entre la Primature et le CEP méritent d'être désamorçées rapidement. Le pays ne gagnerait rien à voir s'installer un climat de tension voire de confrontation entre des institutions appelées à travailler ensemble jusqu'à

l'aboutissement du processus électoral.

Investi de la mission de mener à bien la transition engagée par le CPT et conforté par le large soutien politique exprimé en faveur du Pacte national pour la stabilité et l'organisation des élections, le Premier ministre dispose aujourd'hui de l'autorité nécessaire pour impulser une dynamique de rassemblement ainsi que de la légitimité requise pour favoriser les consensus. Il lui appartient d'exercer ce rôle avec détermination, sens du dialogue et esprit d'ouverture.

De leur côté, les acteurs politiques doivent également prendre toute la mesure de leur devoir en privilégiant le compromis afin de préserver la stabilité du processus de transition. Quant au CEP, il demeure l'institution chargée de garantir la crédibilité technique, l'intégrité et la régularité du scrutin. Les attributions de chacun sont distinctes, mais elles demeurent indissociablement complémentaires dans la poursuite de la priorité nationale que constitue le retour à l'ordre constitutionnel.

En d'autres termes, le Premier ministre porte aujourd'hui la responsabilité historique de mener le processus électoral à son aboutissement. À ce titre, il doit disposer de la capacité de prendre les décisions qu'il estime nécessaires à la réussite de cette mission. Toutefois, dans un contexte aussi délicat, l'autorité la plus efficace n'est pas toujours celle qui impose, mais bien celle qui rassemble, qui écoute et qui fédère autour de l'objectif commun. Dans ces circonstances, le dialogue à préserver entre le gouvernement et le CEP ne saurait être interprété comme un signe de faiblesse de l'un ou de l'autre. Il constitue au contraire la voie la plus sûre vers le succès de la transition.



Une patrouille de policiers étrangers à la rue des Casernes, Port-au-Prince (Photo d'archives)

Le peuple haïtien ne juge pas les institutions à l'aune de leurs querelles internes. Il les juge à leur capacité à améliorer concrètement ses conditions de vie. Or, au-delà des élections, les attentes de la population demeurent largement concentrées autour de deux urgences majeures : le rétablissement de la sécurité et la relance de l'économie.

Sans amélioration significative de la sécurité, les élections elles-mêmes risquent de demeurer difficiles à organiser dans plusieurs régions du pays. Sans reprise économique, la crise sociale continuera d'alimenter l'instabilité politique. Ces deux défis conditionnent largement le succès du processus électoral.

De fait, la sécurité n'est pas une priorité parmi d'autres. Elle constitue le préalable indispensable à toute reconstruction nationale et à toute entreprise démocratique crédible. Aucune élection ne peut être véritablement libre, inclusive et techniquement réalisable dans un environnement où les citoyens ne peuvent circuler sans crainte, où le personnel électoral ne peut être déployé en toute sécurité et où l'acheminement du matériel électoral demeure incertain.

C'est pourquoi, en évitant toute distraction possible, le gouvernement doit continuer à consacrer l'essentiel de ses efforts au renforcement de la sécurité publique, à la reconquête des territoires perdus, au soutien des activités

économiques et à la restauration progressive de la confiance des investisseurs comme des citoyens. Les élections ne doivent pas devenir un sujet de division entre les institutions. Elles doivent, au contraire, constituer un objectif fédérateur au service d'un projet plus vaste de stabilisation nationale.

Le plus important aujourd'hui est de savoir si nous saurons, collectivement, faire preuve de la hauteur de vue, du sens de l'État et de la responsabilité politique indispensables à la création des conditions propices à l'organisation d'élections crédibles et à l'achèvement du processus de transition.

Nul démocrate sincère ne saurait se résigner à l'instabilité érigée en mode de gouvernance.

Si nous continuons d'être prisonniers des rivalités de personnes et des calculs particuliers, nous manquerons une fois de plus l'occasion de rompre avec la succession de transitions qui, depuis trop longtemps, entravent la consolidation de nos institutions démocratiques, fragilisent davantage l'autorité publique et accélèrent le processus, déjà très avancé, de l'effondrement de l'État haïtien.

Smith Augustin

Sociologue et diplomate

Ancien membre du Conseil présidentielle



HAÏTI: UN PAYS SANS SIGNALISATION ROUTIÈRE!



Que sont devenus les feux et panneaux de signalisation routière ? Telle est la question que se poserait un automobiliste qui aura vécu une vingtaine d'années en dehors d'Haïti. De feux de signalisation, par exemple, il n'en reste plus un seul qui fonctionne à la capitale ou même dans les villes de province. Les embouteillages de saturation et autres bouchons, sont devenus monnaie courante sur les axes routiers. En conséquence, les altercations entre conducteurs se répètent, par ces temps de frustration dans un pays où circulent environ six cent mille (600) armes illégales, peut-être 20 plus que les armes légales.

À bien y regarder, le mal s'avère bien plus profond. À part la commune de Delmas placée sous le leadership éclairé du maire **Wilson Jeudy**, à la capitale d'Haïti, et dans les villes de province, de nombreuses rues et maisons restent anonymes. La numérotation des maisons et l'identification des rues, s'il y en a, sont souvent laissées entre les maisons de riverains ou d'agents municipaux, qui en ignorent les principes. À chaque maison, son numéro de loterie comme tiré des rêves du propriétaire. Dans la commune de Carrefour, il est facile de voir deux maisons voisines identifiées par des numéros dont l'écart est immense. Les

chiffres pairs et impairs se côtoient comme dans le tambola de l'Association Nationale des Tenanciers de Loto.

C'est le chaos ! Ici, tout est chaotique ! Quelque part dans la zone métropolitaine, il n'est pas rare de tomber sur des panneaux de signalisation placés à l'envers ou à contre-sens. Comme pour donner raison à l'ancien homme d'Etat haïtien Alcuis Charmant pour qui Haïti était une République tête-en-bas !

Pourtant, jusque dans les années 1990, l'Office des Postes d'Haïti, les maisons de transfert d'argent, les services de livraison, de coursier et d'expédition (DHL, Federal Express) livraient leurs courriers et colis postaux sans trop grande difficulté, car l'Etat faisait encore la numérotation des maisons et l'identification des rues et ruelles. Non parce qu'on n'avait pas le choix, avant l'ère numérique ! Mais, du fait que les autorités publiques et les citoyens s'en souciaient.

Dans l'actuelle "République des insouciantes", même le Global Positioning System/Système de localisation globale (GPS) y perd son latin ou son anglais. À preuve, le système de navigation par satellite, qui permet de retrouver son chemin et programmer son itinéraire, ne fonctionne pas encore en Haïti. La machine ne reproduit que les informations disponibles!

Page suivante



Sens unique, à la Cité de l'Exposition (Quartier du Bicentenaire, Port-au-Prince, dans les années 1960-1990. ←

Des questions judicieuses à se poser : qu'est-ce qui empêche aux Haïtiens d'en faire autant ? Incapacité technique haïtienne dans le positionnement et surtout le minutage des feux de signalisation routière ? Vénalité des compagnies de construction de route ? Au milieu des années 2010, on avait vu des policiers étrangers de la mission Onusienne de stabilisation (MINUSTAH) former des policiers Haïtiens en pleine rue sur la technique d'installation des feux de signalisation. Problème d'énergie solaire ? Problème d'entretien ? Négligence administrative ? Insouciance congénitale de l'Haïtien ? Auto-déshumanisation ? Dégénérescence ambiante ? Manque de moyens ?

A qui imputer cette situation ?

Quelles sont les institutions responsables de la signalisation routière en Haïti ? Qui sont responsables de la confection et l'érection de feux de signalisation verticale (panneaux de signalisation), les tracés de signalisation horizontale (marques sur chaussées), la numérotation des maisons et l'identification des rues ? On s'imagine qu'il ne pourrait s'agir que de :

Les animosités entre les peuples Haïtien et Dominicain se partageant l'île de *Ayti* ou *Quisqueya* ou *Española* ou *Saint-Domingue*, font qu'il est inélégant de prendre l'un pour modèle à l'autre. Mais que voulez-vous ? Rien de plus motivant pour les Haïtiens que les progrès chez les Dominicains !

Voyageant en véhicule privé, de la capitale d'Haïti, *Port-au-Prince*, à *Santo Domingo*, capitale de la République Dominicaine, on pouvait faire depuis la fin des années 1990, l'expérience de la bonne qualité des routes nationales dominicaines et du constant souci de signalisation de l'Etat voisin. Aucune agglomération traversée n'est restée anonyme. Impossible de se perdre ! Les panneaux de signalisation routière sont si omniprésents que le conducteur, national ou étranger, se sent renseigné pour ses déplacements à travers le pays. Nul besoin de se demander aujourd'hui si le GPS fonctionne au-delà du *Neyba* et du *Bahoruco*...

- Le *'Ministère de Travaux Publics, Transports et Communications'*, le *'Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique'*, le *'Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales'*, comme institutions de tutelle ;
- Le *'Service de Signalisation Routière'*, sis autrefois au Bicentenaire, Avenue Marie-Jeanne, Port-au-Prince, mais qui a disparu des radars administratifs. Il lui incombait la tâche de signaler les routes et les rues ;
- La *'Direction Centrale de la Police Routière (DCPR)'*, ci-devant *'Service de la Circulation des Véhicules'*, qui fait appliquer le code de la route.
- Les *Conseils municipaux* gérant les communes.

Il va sans dire que toutes ces institutions devraient travailler de concert pour la signalisation et l'identification routière, et la numérotation des maisons, car la situation actuelle constitue un véritable obstacle pour la sécurité publique et le développement socio-économique.

Magazine HAITI-ESPOIR

HAITI-ESPOIR

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155

Supportez le magazine au : NATCASH +509-56220262

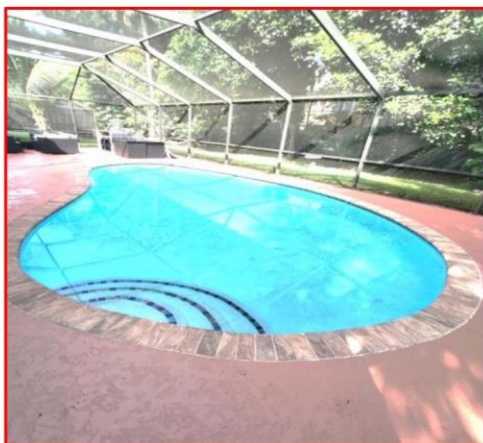
Meet Smyrne Mathis Real Estate:

Your Trusted Real Estate Partner in South Florida

Buying or selling a home is more than a transaction — it's a life-changing experience. That's why I, Smyrne Mathis, have dedicated my career to making the process smooth, transparent, and rewarding for every client I serve. Since earning my real estate license in 2014, I've helped countless families find their dream homes and build wealth through real estate. My approach is simple: build trust, deliver results, and treat every client like family.



Whether you're a first-time buyer, looking for a beachfront condo, a family home, or an investment property, I bring strong negotiation skills, local expertise, and a trusted network of



lenders, inspectors, and title professionals to make sure every step feels easy and stress-free.

For my international and foreign buyers — if you're dreaming of owning a home or investing in the United States, I'm

the girl for you! From understanding the U.S. real estate process to connecting you with the right financing and legal resources, I specialize in helping buyers from abroad make confident, successful purchases here in South Florida.

I believe every client deserves honesty, communication, and a true partner — not just an agent. My motto says it best:

"I'm not just your real estate agent; I'm your real estate partner. I'll always be on your side."

If you're ready to buy, sell, or invest — locally or from overseas — let's connect and make it happen!

Let's talk today!

Transparency. Trust. Results.

Smyrnemathis320@gmail.com



LA PAGE DE LA MUNICIPALITÉ DE PORT-AU-PRINCE

La municipalité de Port-au-Prince distribue des téléviseurs et des panneaux solaires dans des camps de déplacés pour leur permettre de suivre les matches de la COUPE DU MONDE de Football 2026.



Le Maire Yves Andrel Salomon





Des bénéficiaires

Les personnes nées entre 1960 et 1970 constituent la dernière génération à avoir connu une enfance heureuse.

Par Martine Milard



La génération Baby-Boom

Voici selon Peter GRAY, 7 expériences d'enfance que les personnes de plus de 60 ans ont vécues et qui ont façonné leur force mentale, leur résilience et leur capacité à faire face aux difficultés.

Des habitudes qui renforcent l'autonomie.

Cette solidité n'a pourtant rien de magique. Elle s'est construite au fil de leurs expériences d'enfance, dans les années 50, 60 et 70, à une époque où l'on laissait les enfants sortir seuls, travailler tôt et s'ennuyer longtemps. Derrière ces scènes du quotidien se cache un véritable entraînement psychologique, souvent invisible. Et certaines de ces expériences seraient presque impensables aujourd'hui. Des travaux en psychologie montrent que le jeu libre et les activités non supervisées, typiques de l'enfance des baby-boomers, renforcent durablement l'autonomie et la résilience. Peter Gray, dans une étude publiée dans la revue *American Journal of Play* en 2011, souligne que ces expériences favorisent la gestion du

Ils encaissent les mauvaises nouvelles sans s'effondrer, savent "relativiser" un contretemps et semblent disposer d'un calme intérieur difficile à ébranler. Pour beaucoup, les baby-boomers ont développé une force mentale qui intrigue autant qu'elle impressionne les générations suivantes.

risque, la confiance en soi et la capacité à résoudre les conflits.

En France comme ailleurs, la génération du baby-boom regroupe les personnes nées entre 1946 et 1964, dans un contexte de reconstruction, de croissance économique et de familles souvent nombreuses. Les parents travaillaient beaucoup, les rues étaient moins surveillées, les écrans inexistants. L'enfance se déroulait dehors, dans les cours d'immeuble, les champs, les cages d'escalier, avec des règles simples : rentrer pour le dîner, respecter les adultes, se débrouiller entre enfants.

Des expériences qui favorisent la tolérance à l'inconfort.

Les psychologues ont montré que les responsabilités réelles données tôt (tâches domestiques, autonomie dans les déplacements, petits boulots) contribuent à développer un "locus de contrôle interne", c'est-à-dire la conviction que ses actions influencent directement les résultats. Les

travaux fondateurs de H. Lefcourt menés en 1982 démontrent que ce mécanisme joue un rôle majeur dans la résilience et la capacité à faire face à l'adversité. Ce climat a donné naissance à une première série d'expériences structurantes.

Suite page suivante



À cette liberté de mouvement s'ajoutait une vie beaucoup moins saturée de divertissements. Sans smartphone ni plateformes de streaming, l'ennui faisait partie du paysage. Les baby-boomers apprenaient à passer des après-midi entières à inventer des jeux, fabriquer des cabanes, bricoler avec ce qu'ils avaient sous la main. Ce temps "vide" a

7 expériences d'enfance qui façonnent la résilience

Si l'on devait résumer les grandes expériences d'enfance des baby-boomers qui ont renforcé leur résilience, on retrouverait très souvent :

Le jeu en plein air sans supervision constante développe la gestion du risque, l'autonomie, la créativité et la régulation émotionnelle. Les trajets à pied ou à vélo sur de longues distances renforcent l'endurance mentale, la tolérance à l'inconfort, l'autonomie dans l'environnement et la confiance en soi.

La gestion de l'ennui sans écrans favorise l'imagination, la persévérance, la capacité à rester seul avec ses pensées et la régulation émotionnelle.

Les conflits réglés en face à face développent les compétences sociales fines, le courage social, la négociation, la gestion de la colère et la résolution réelle des tensions.

Les tâches domestiques et familiales utiles construisent un sens des responsabilités, un sentiment d'efficacité personnelle et un locus de contrôle interne.

Les petits boulots dès l'adolescence apprennent la discipline, le rapport à l'effort, la gestion de la fatigue et la confrontation à des exigences réelles.

L'acceptation de refus clairs de la part des parents renforce la tolérance à la frustration, la stabilité émotionnelle et la capacité à supporter le manque ou le désaccord.

Gérer les conflits "en vrai", sans messagerie ni réseaux sociaux, occupait d'ailleurs une place importante. Une dispute en classe signifiait affronter le regard de l'autre le lendemain, parfois s'excuser en personne, trouver comment continuer à cohabiter. Ce face-à-face permanent avec les

Jouer dehors sans surveillance, par exemple, obligeait à évaluer les risques, à gérer les petites peurs, à trouver soi-même des solutions en cas de chute ou de dispute. Marcher plusieurs kilomètres à pied jusqu'à l'école, ou traverser la ville à vélo pour aller chez un ami, entraînait une vraie tolérance à l'inconfort et une endurance mentale aujourd'hui peu fréquente. Ces allers-retours quotidiens apprenaient à tenir un objectif malgré la fatigue ou la météo, sans tout remettre en cause à la moindre difficulté.

Prendre le temps et tolérer l'ennui.

nourri une forte tolérance à l'ennui et une créativité durable, mais aussi la capacité à rester seul avec ses pensées sans chercher en permanence une distraction.

Dans de nombreux foyers, les enfants participaient aussi à de vraies tâches : garder les petits frères et sœurs, préparer le repas, aller faire des courses, tondre la pelouse ou aider à la ferme familiale. Ces corvées utiles construisaient un solide sens des responsabilités et ce que les psychologues nomment un locus de contrôle interne : l'impression que ses actions ont un effet réel sur le monde.

tensions du quotidien a développé des compétences sociales fines : lecture du langage corporel, gestion de la colère, capacité à dire les choses directement. Entendre des "non" catégoriques de la part des parents, sans explication détaillée ni compromis systématique, a aussi joué un rôle : cela a renforcé la tolérance à la frustration, c'est-à-dire la capacité à supporter de ne pas obtenir ce que l'on veut sans s'effondrer ni tout dramatiser.

Nés entre 1946 et 1964, les baby-boomers ont grandi dans l'après-guerre, entre liberté dehors, familles nombreuses et absence totale d'écrans.

Les propos attribués au psychologue Peter Gray doivent être compris davantage comme une thèse sur l'enfance et l'autonomie que comme une démonstration scientifique selon laquelle les personnes nées entre 1960 et 1970 auraient été les « dernières à connaître le bonheur ». Dans ses travaux, Gray soutient surtout que les générations ayant grandi avant la forte augmentation de la surveillance parentale et des écrans ont bénéficié de davantage de jeu libre, d'autonomie et de responsabilité, ce qui favoriserait la confiance en soi et la résilience.

La thèse de Gray met en avant plusieurs éléments :

- davantage de liberté de mouvement durant l'enfance ;
- des jeux organisés par les enfants eux-mêmes ;
- une plus grande tolérance à l'ennui ;
- la résolution directe des conflits entre pairs ;
- des responsabilités domestiques plus précoces.

D'un point de vue sociologique, on peut relier cela aux travaux sur la socialisation et la construction de l'autonomie.

Page suivante

Une enfance moins encadrée peut effectivement développer certaines compétences psychologiques : la prise de décision, la gestion du risque, à négociation et le sentiment d'efficacité personnelle.

De telles affirmations ont toutefois des limites, dire que cette génération est la « dernière à avoir connu le bonheur » pose plusieurs problèmes.

Le bonheur est difficile à définir. Le bonheur n'est pas un état unique et universel. Les chercheurs distinguent souvent:

- le plaisir et les émotions positives ;
- la satisfaction de vie ;
- le sentiment de sens ou d'accomplissement.

Une génération peut être avantagée sur certains aspects et désavantagée sur d'autres.



Le risque de nostalgie générationnelle est un facteur dont il faut tenir compte. Chaque génération tend à idéaliser son enfance. Les années 1950-1970 comportaient aussi :

- davantage de violence éducative ;
- des inégalités de genre plus fortes ;
- moins de prise en compte de la santé mentale ;
- davantage de discriminations sociales et culturelles.

Les données sur le bonheur ne vont pas toutes dans le même sens. Certaines études montrent une baisse de certains indicateurs de bien-être psychologique chez les jeunes, mais d'autres recherches montrent que le niveau global de bonheur n'évolue pas de façon simple d'une génération à l'autre. Certaines analyses ont même trouvé une augmentation du bien-être déclaré chez les jeunes sur certaines périodes historiques.

Une lecture sociologique plus nuancée est sans doute de rigueur.

L'intérêt de la thèse de Peter Gray n'est pas tant de dire que les générations suivantes sont moins heureuses, mais de souligner qu'elles ont grandi dans un environnement plus contrôlé, plus scolaire et plus numérique. Son argument principal est que la diminution du jeu libre et de l'autonomie pourrait contribuer à l'augmentation de l'anxiété et à une moindre résilience chez certains jeunes.

D'un point de vue sociologique, il s'agit donc moins d'une théorie sur le bonheur que d'une critique de l'évolution des modes d'éducation et de socialisation depuis les années 1970.

En sciences sociales et en psychologie, le bonheur est généralement considéré comme une notion relative, multidimensionnelle et historiquement située.

Deux personnes vivant dans des contextes très différents peuvent se déclarer également heureuses, mais pour des raisons complètement différentes. De même, ce qui est perçu comme une vie heureuse varie selon : l'époque ; la culture ; la classe sociale ;

- les valeurs individuelles ;
- les attentes que l'on nourrit envers la vie.

C'est d'ailleurs un point central en sociologie : le bonheur n'est pas seulement une expérience intérieure, il est aussi façonné par des normes sociales. Par exemple, les générations nées dans les années 1960 pouvaient associer le bonheur à la stabilité familiale, à l'emploi durable ou à l'autonomie dans les loisirs. Les générations plus récentes peuvent davantage valoriser l'épanouissement personnel, l'authenticité, les relations choisies ou la réalisation de soi. Cette proposition est beaucoup plus défendable scientifiquement que :

« Elles sont les dernières à avoir connu le bonheur. »

La première parle de conditions éducatives observables ; la seconde généralise excessivement une expérience subjective.

On pourrait reformuler la thèse de Gray ainsi :

Les personnes nées avant les années 1970 auraient été parmi les dernières générations à bénéficier massivement d'une enfance très autonome, fondée sur le jeu libre et l'exploration non supervisée.

On peut même avancer un paradoxe : les sociétés contemporaines offrent souvent davantage de libertés individuelles, de droits et d'opportunités qu'autrefois, mais elles produisent aussi davantage d'incertitude, de comparaison sociale et de pression à la réussite. Cela peut compliquer l'expérience subjective du bonheur.

C'est pourquoi l'affirmation « les personnes nées entre 1960 et 1970 sont la dernière génération heureuse » ressemble davantage à un jugement de valeur ou à une critique sociale qu'à une conclusion scientifique. Une formulation plus rigoureuse serait :

« Les personnes nées avant les années 1970 ont connu des formes d'enfance et de socialisation qui diffèrent fortement de celles des générations suivantes, avec davantage d'autonomie quotidienne et de jeu libre. »

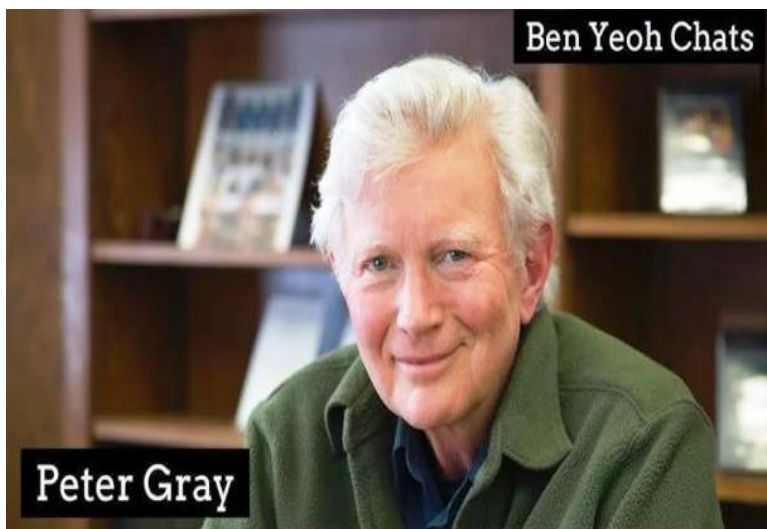
Cette proposition peut être discutée empiriquement. En revanche, affirmer qu'elles ont été les « dernières heureuses » supposerait qu'il existe une définition universelle et intemporelle du bonheur, ce que la plupart des sociologues et psychologues contestent.

Selon les analyses de Émile Durkheim sur l'intégration sociale ou de Pierre Bourdieu sur les dispositions acquises par la socialisation : ce ne sont pas seulement les individus qui changent, mais aussi les structures sociales dans lesquelles ils construisent leur idée du bonheur.

Chez Émile Durkheim, l'intégration sociale désigne le degré auquel un individu est relié aux différents groupes auxquels il appartient : la famille, l'école, le travail, les associations, la communauté religieuse, le voisinage, etc.

Le sentiment d'autonomie est-il lié au bonheur parce qu'il favorise l'intégration sociale ou parce qu'il renforce l'estime de soi ? La question n'est peut-être pas de savoir si une génération était plus heureuse qu'une autre, mais plutôt quelles formes de liens sociaux, de solidarité et d'autonomie favorisent le bien-être à différentes époques.

C'est une question particulièrement riche, qui évite de tomber dans la nostalgie tout en prenant au sérieux les transformations de la vie sociale.



Au lieu d'accepter ou de rejeter l'affirmation de Peter Gray, il est fondamental de chercher à comprendre quels mécanismes sociaux pourraient expliquer le sentiment que certaines générations ont vécu une enfance plus heureuse que d'autres.

Quand on approfondit les analyses de Durkheim, on constate qu'il pose une question qui reste très actuelle :

Comment une société peut-elle permettre à l'individu d'être autonome tout en restant relié aux autres ?

C'est précisément ce qui rend le débat autour de Peter Gray intéressant. Son argument sur le jeu libre et l'autonomie renvoie à la capacité des enfants à construire eux-mêmes leurs relations sociales. Durkheim, lui, montrerait probablement que cette autonomie n'est bénéfique que si elle s'accompagne d'une intégration suffisante dans des groupes et des institutions.

Cette approche évite les jugements nostalgiques et ouvre la porte à une véritable enquête sociologique.

Aujourd'hui beaucoup de personnes ont le sentiment que le temps manque, que les relations sont plus fragiles et que le bien-être est plus difficile à atteindre malgré les progrès matériels.

Cette réflexion rejoint les préoccupations de Peter Gray. Il nous appartient de comprendre que la plus grande richesse c'est le temps et qu'il se vie à l'instant présent le chérir est le plus précieux des cadeaux qu'on peut se faire.



Martine Milard

HAITI-ESPOIR

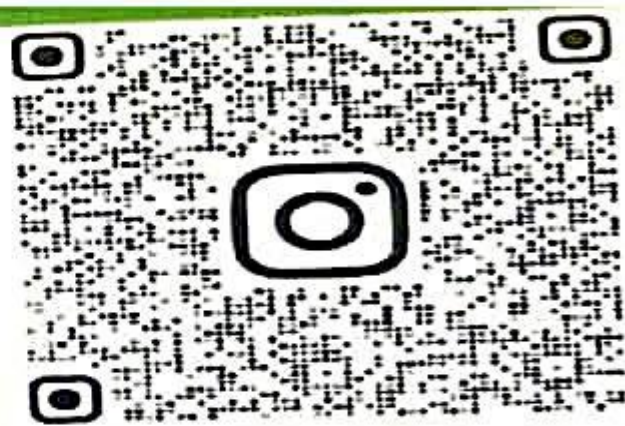
www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155

Supportez le magazine au : NATCASH +509-56220262

PERFORMANCE MOBILE CARWASH



PERFORMANCEMOBILECARWASH



- Buff Hand
- Spray Wax
- Shampoo Shine
- Bright and Full Detail



- We take pride in making your vehicle!
- Better Service and better Price!
- After 5 washes get one free.

PERFORMANCE CARWASH

Address:

Dade County and Broward County, Miami, Florida, USA.

Phone: 786-226-5619

We take Zelle, Cash App, Venmo, Apple Wallet.

By appointment only.



Jean Volcy, owner, car detail

Quand Haïti refait la bataille de « Vertières » et remporte une nouvelle victoire symbolique : Entre mémoire historique, identité nationale et diplomatie culturelle du sport

Par M. Kesnel BELJEAN



L'histoire des peuples ne se limite pas aux batailles militaires ni aux événements politiques qui jalonnent leur existence. Elle se perpétue également à travers les symboles, les représentations culturelles, les œuvres artistiques et les manifestations sportives. Dans le cas d'Haïti, première République noire indépendante du monde moderne, la mémoire de la Révolution haïtienne demeure un puissant vecteur d'identité nationale et de résistance collective.

À l'occasion de sa deuxième participation à l'une des plus importantes compétitions mondiales organisées sous l'égide de la FIFA dans les Amériques, la sélection nationale haïtienne a suscité une vive attention internationale bien avant le coup d'envoi de la compétition. La cause de cet engouement n'était pas liée à ses performances sportives, mais plutôt au design de son nouveau maillot, inspiré de l'un des épisodes les plus glorieux de l'histoire nationale : « **la bataille de Vertières** ». Cette initiative a provoqué de nombreuses réactions à travers les médias, les réseaux sociaux et les cercles sportifs internationaux. Certains observateurs y ont vu une affirmation légitime de l'identité historique haïtienne, tandis que d'autres l'ont considéré comme une provocation ou une référence excessive à un passé révolutionnaire. Pourtant, au-delà des controverses, cette mobilisation mondiale autour d'un symbole historique haïtien constitue déjà une victoire remarquable.

La bataille de Vertières : un tournant dans l'histoire universelle.

Le 18 novembre 1803, les forces révolutionnaires haïtiennes dirigées notamment par Jean-Jacques Dessalines, François Capois, Alexandre Pétion et plusieurs autres chefs militaires affrontèrent les troupes françaises commandées par le général Rochambeau lors de la bataille de Vertières. Cet affrontement représente la dernière grande bataille de la Révolution haïtienne. La victoire des insurgés ouvrit la voie à la proclamation de l'indépendance d'Haïti le 1er janvier 1804. Pour de nombreux historiens, Vertières ne constitue pas seulement une victoire nationale. Elle représente également un événement majeur de l'histoire mondiale puisqu'elle marque la première défaite militaire décisive d'une puissance coloniale européenne

face à une armée composée principalement d'anciens esclaves.

Les travaux des historiens Cyril Lionel Robert James (1938), Laurent Dubois (2004) et Michel-Rolph Trouillot (1995) démontrent que la Révolution haïtienne a profondément influencé les débats internationaux sur l'esclavage, les droits humains et les mouvements d'émancipation dans les Amériques. Le sport comme espace de mémoire collective Selon les recherches en sociologie du sport menées par Benedict Anderson, Eric Hobsbawm et Pierre Bourdieu, les compétitions sportives internationales sont devenues des espaces privilégiés de construction des identités nationales.

Page suivante

Les équipes nationales ne représentent pas uniquement des performances athlétiques ; elles incarnent également des récits historiques, des traditions culturelles et des aspirations collectives. Ainsi, lorsque le maillot de la sélection haïtienne met en avant l'héritage de Vertières, il transforme un simple équipement sportif en support pédagogique et mémoriel. Le football devient alors un moyen de transmettre l'histoire nationale aux nouvelles générations et au reste du monde. Une victoire avant même le premier match.

Nombreux sont ceux qui estiment que les chances sportives d'Haïti dans une compétition de très haut niveau demeurent limitées. Toutefois, réduire la participation d'une nation à son seul parcours sportif serait une lecture incomplète des enjeux contemporains du sport international. Avant même d'entrer sur le terrain, Haïti a réussi à attirer l'attention du monde sur une page essentielle de son histoire. Des milliers d'articles, de commentaires, de vidéos et de publications ont été consacrés à la bataille de Vertières et à la Révolution haïtienne. Des jeunes qui ignoraient totalement l'existence de cet événement historique ont entrepris des recherches, posé des questions et participé aux débats. Ainsi, un symbole vieux de plus de deux siècles a retrouvé une nouvelle vie grâce à la médiatisation sportive.

Sous cet angle, Haïti a déjà remporté une victoire culturelle et mémorielle. En communication politique et en relations internationales, ce phénomène est souvent désigné sous le concept de « *soft power* », développé par le politologue Joseph Nye. Il s'agit de la capacité d'une nation à influencer

les perceptions internationales par sa culture, ses valeurs et son histoire plutôt que par la force économique ou militaire. Les controverses : signe de vitalité de la mémoire. Les critiques formulées à l'encontre du maillot haïtien révèlent également une réalité importante : l'histoire de la Révolution haïtienne continue de susciter des débats plus de deux siècles après les événements.

La mémoire des révolutions demeure souvent un terrain de confrontation idéologique. Comme l'ont démontré les chercheurs Maurice Halbwachs et Paul Ricoeur, les sociétés construisent leur identité à travers la mémoire collective, laquelle fait constamment l'objet d'interprétations divergentes. Les réactions négatives ou positives observées autour du symbole de Vertières témoignent donc de la puissance toujours actuelle de cet héritage historique. En d'autres termes, si les résultats sportifs demeurent imprévisibles, une chose semble déjà certaine : Haïti a remporté une victoire symbolique avant même le début de la compétition. En plaçant la bataille de Vertières au cœur de son identité visuelle, la sélection nationale a rappelé au monde entier l'existence d'une révolution qui a bouleversé l'histoire universelle. Les débats, les controverses et les prises de position suscitées par cette initiative démontrent que l'histoire haïtienne continue de vivre dans les consciences contemporaines. L'histoire ne meurt jamais véritablement. Elle ressurgit parfois là où on l'attend le moins : sur un terrain de football, à travers un maillot, un symbole ou une mémoire collective qui refuse de s'effacer.

Kesnel BELJEAN,
Politologue,
Environnementaliste et
Gestionnaire
Membre d'IDA



Références bibliographiques :

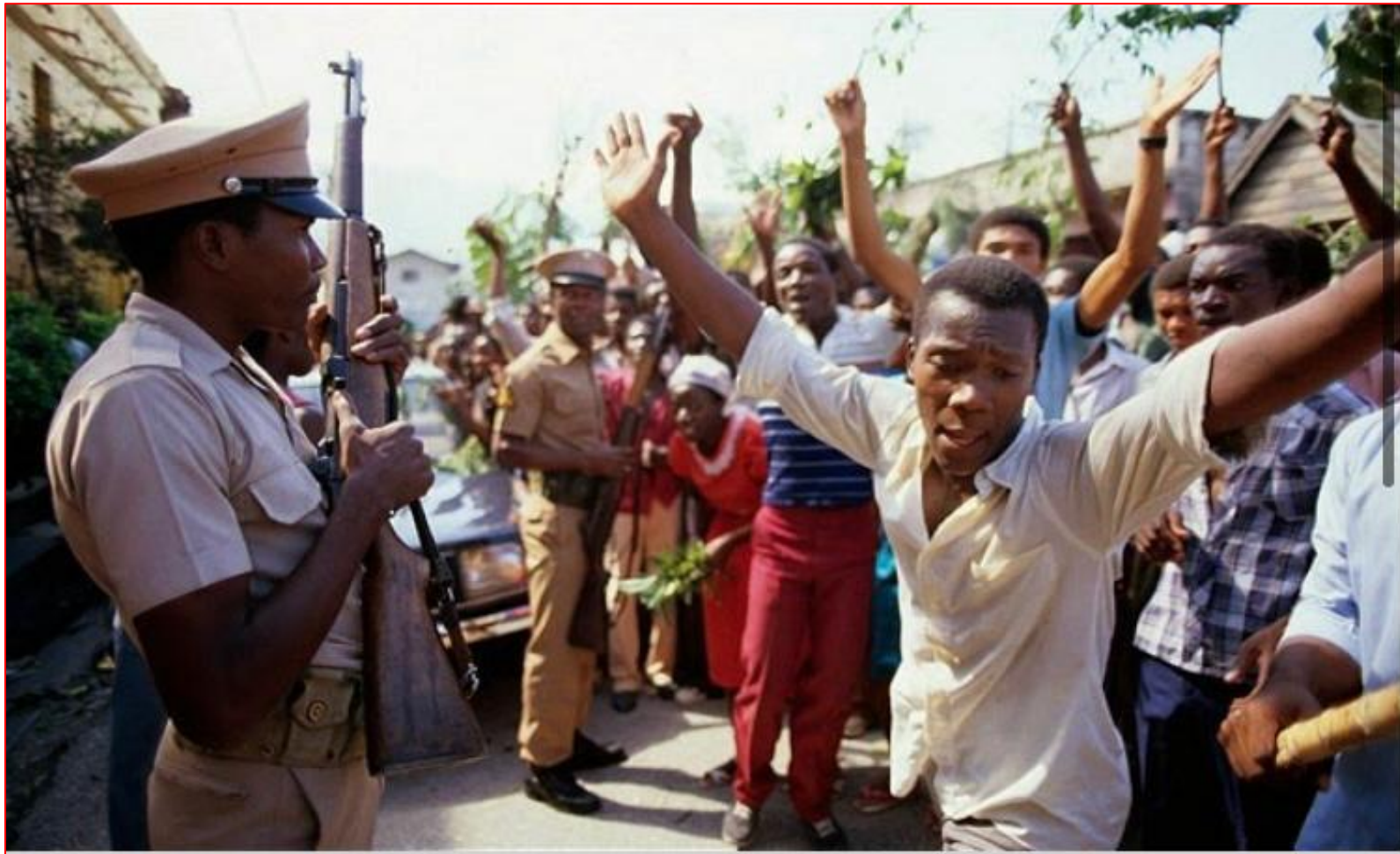
- Anderson, Benedict. *Imagined Communities*. Verso, 1983. Bourdieu, Pierre. *Questions de sociologie*. Éditions de Minuit, 1984. Dubois, Laurent. *Avengers of the New World: The Story of the Haitian Revolution*. Harvard University Press, 2004. Halbwachs, Maurice. *La Mémoire collective*. Presses Universitaires de France, 1950. Hobsbawm, Eric. *Nations and Nationalism since 1780*. Cambridge University Press, 1990. James, C.L.R. *The Black Jacobins*. Vintage Books, 1938. Nye, Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs, 2004. Ricoeur, Paul. *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Seuil, 2000. Trouillot, Michel-Rolph. *Silencing the Past: Power and the Production of History*. Beacon Press, 1995.

HAITI-ESPOIR

www.magazinehaitiespoir.site
Facebook : Magazine Haïti-Espoir
Phone: +509 34751155

L'espace d'une catastrophe

Par Dr Jean Claude DESGRANGES, MD,



7 Février 1986. Le peuple haïtien fête la chute de Duvalier, en criant : « Haïti Libéré »

‘Lè l’a libere Ayiti va bèl’ Oh ce texte de Jean Claude Martineau, interprété par le symbole de la chanson patriotique, se résonnait dans toutes les radios, toutes les manifestations et tous les rendez-vous patriotiques d’une Diaspora profondément déterminée. Ce fut les années 80.

Au début des années 80, à tue-tête on chantait, on invoquait la saison des papillons la tête altière et haut les fronts. De New York à Little Haïti, de Chicago à Montréal, de Paris à Boston ; les communautés Haïtiennes plurielles fredonnaient cette chanson d’espoir, ce sérum qui infusait la force et le courage de supporter cet exil douloureux. Douloureux exil intérieur et extérieur. Cette chanson fétiche qui nous faisait braver le froid, la neige et les multiples humiliations essuyées par une population qui n’avait pas la chevelure Isabelle. Qui oserait oublier FDA avec les 4H et le combat que nous avons dû mener pour effacer cette hérésie !

À l’unisson on rêvait de beaux foulards, de fraternité, de liberté et d’égalité ;

On rêvait d’écoles pour tous les enfants, ce facteur de mobilité et de mixité sociale ;

On rêvait de soins de santé et d’électricité qui remplaceraient les loups garous ;

On rêvait d’eau potable ;

On rêvait de sécurité alimentaire ;

On rêvait d’un bonheur vivrier et d’agro-industrie ;

On rêvait d’une capitale propre et illuminée ;

On rêvait d’une rénovation du royaume du Roi Henry le bâtisseur ;

On rêvait d’une société fraternelle prospère et à croissance partagée.

Lè l’a libere Ayiti va bèl !

Les oiseaux ne fuiront plus notre odeur de cadavres et pourtant le massacre de la Saline est là pour nous rappeler que le ventre de la bête est toujours fécond. Les enfants de nos villages joueront au cerf-volant arc-en-ciel pendant la semaine sainte. Une pluie aussi fine qu’elle soit n’abîmera plus la natte des amours de leurs parents.

De la végétation luxuriante de nos plaines, on rêvait du tourisme local où l’on amènerait nos progénitures découvrir les sites historiques d’un pays singulier dans sa naissance, là où la négritude s’était mise debout pour la première fois pour dire NON au système esclavagiste, un déni de la dignité humaine et OUI à l’Humanité.

On rêvait On rêvait

Page suivante



La catastrophe, 40 ans plus tard. La situation générale du pays s'est empirée.

On rêvait d'une communauté de bonheur, d'amour agape, d'un soleil reluisant qui fournirait de l'énergie solaire. A la saison des papillons s'est substituée la saison des VAUTOURS.

Un pays abonné au malheur ! C'est tout aussi bien la saison des LOUPS !

Depuis 2010 avec la CIRH et le PETROCARIBE, la corruption, l'opacité et la mauvaise gouvernance se sont intensifiées. Le temps des Vautours, des jeunes loups! Et depuis la diminution de taux de croissance doublée d'une multiplication non contrôlée du taux de croissance démographique, d'où ce ras- le- bol, ce mécontentement généralisé, ce soulèvement populaire.

Une société fatiguée de vivre dans une pauvreté extrême et la corruption, une société de plus en plus consciente de ses droits et de la nécessité de les défendre. Une société fatiguée de ses dirigeants qui continuent à se vautrer dans le confort de l'inefficacité, de la stérilité, du manque d'imagination et d'une mentalité de 24 heures.

Une jeunesse flouée, meurtrie, déboussoyée, en quête d'un mieux-être ; cette jeunesse de pétro challengers qui rêve de l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante, plus transparente, plus moderne, plus dynamique, plus honnête, plus visionnaire, plus humaine, plus pragmatique, un rêve légitime!

L'épaisseur historique, notre 1804, notre Haïti vos fils dégénérés vous ont trahi. Il faut une mutation, mieux, une métamorphose de cette société qui passe par une renaissance mentale.

Notre système de santé tel que connu est le reflet d'une société trop inégalitaire. L'absence de couverture sanitaire traduit notre déni que l'humanité est l'emprise principale qui doit inspirer nos idées, nos décisions. Nous appartenons à une seule et même espèce humaine et tout un chacun à droit à sa dignité humaine, valeur fondatrice de la déclaration universelle des droits de l'homme. L'amélioration du capital humain passe indubitablement par une amélioration du pouvoir d'achat une diminution sensible du misérabilisme.

Un changement profond de notre environnement insalubre, une présence de la main de l'homme dans notre nature, de façon à mieux combattre la malaria et les autres maladies hydriques ; une politique de l'humanisation de cette société déshumanisée. D'où le primat du politique, c'est à dire une bonne gestion de la cité.

En outre, l'invasion de notre marché et l'immobilisme dans notre production nationale ont bousculé nos habitudes alimentaires et favoriser la multiplication des maladies dégénératives chroniques, source de morbidités qui bouffent une grande partie des maigres ressources disponibles.

Vivre tous ensemble avec les mêmes droits et les mêmes devoirs !

Le rôle du politique est de déterminer les limites et les enjeux des progrès scientifiques. Nous devons définir ensemble ce qui est possible et ce ne l'est pas. Cette délibération ne doit pas être confiée à une élite mais à l'ensemble des citoyens.

Une anecdote dont je me souviens comme si c'était hier... Une de mes patientes à Miami qui était venue à ma clinique pour un problème cardiaque et je devais l'hospitaliser en urgence, je l'ai référée à la salle d'urgence de l'Hôpital Adventura pour les premiers soins en attendant que je me déplace pour aller à son chevet. Une demie heure après l'infirmière américaine m'a appelé pour m'annoncer que la patiente était en train de pleurer comme un enfant quand je lui ai demandé de signer le questionnaire et dire qu'elle détient une bonne assurance de santé car elle travaille dans un nursing home et de ce pas je suis monté à l'hôpital. A ma grande surprise, la patiente est venue me trouver sans la présence de l'infirmière pour me confier qu'elle ne sait ni lire ni écrire et qu'elle a eu très honte! Trois générations d'analphabètes! Ma grand-mère et ma mère ne savaient pas lire et moi non plus. Je hais mon pays !!!

À 17 ans j'étais tombé enceinte d'un homme que je n'ai jamais revu et à 3 mois de grossesse j'ai tenté ma chance dans une frêle embarcation pour Miami, et on m'a enfermé à chrome... Mon statut de femme enceinte m'avait permis de bénéficier d'un sursis, et depuis je travaille comme house keeper à un nursing Home et ma fille bénéficiaire d'une bourse étudie à Yale University. La beauté de la méritocratie ! Appelle-la pour qu'elle signe pour sa mère, elle pourrait laver cet affront.

La réussite individuelle ne fait pas société. La démocratie n'est pas une loi de la physique ! C'est une construction politique. Le travail n'est pas une valeur de droite mais une valeur citoyenne. Le droit au travail est justement reconnu dans la constitution. Il garantit un revenu une place dans la société, une relation à autrui, la reconnaissance de l'autre dans sa différence et sa ressemblance qui nous fait le plus défaut et nous conduit vers tant de désunions. Le droit à la santé et à l'éducation pour tous n'est pas une valeur de gauche elle est inscrite dans notre charte fondamentale.

Il faut lutter contre le fatalisme qui conduit soit à la colère, soit à la résignation. Nous vivons dans l'immédiateté, notre horizon va rarement au-delà de la fin du mois. Avoir l'esprit de salut public c'est se départir de nos intérêts privés et catégorielles, de mettre la jeunesse au cœur de nos choix, de promouvoir une élévation spirituelle du pays. Notre crise est tout aussi bien existentielle.

Un président doit être à même de changer la logique dominante, l'autonomie vivrière. Vivre tous ensemble avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Elle est la voie royale qui mène au développement durable.

Cette crise pluridimensionnelle et existentielle qui nous broie et empoisonne notre quotidien. Société de mécontentement voire de mésalliance qui bloque tout élan vers le progrès, une crise sociétale, une crise de moralité, une classe politique à bout de souffle, à bout d'imagination. Une classe moyenne moralement désemparée, victime d'un favoritisme sans précédent, de banques sangsues.

Un système économique et politique moribond, un secteur économique rétif à la modernité, à une économie démocratisée et capitalisée. Des banques et des entreprises qui n'encouragent pas l'intelligence, la recherche, la mobilité sociale.

Une jeunesse avec une grande partie vautrant dans un chômage mortifère. Les plus déterminés cherchent par tous les moyens à fuir notre odeur d'immobilisme, de pneus brûlés, de saleté et de méchanceté.

Un pouvoir tétanisé à bout d'inspiration, un pouvoir impassible amorphe.

Les cliniques se vident de leurs patients, les hôpitaux souffrent cruellement d'un déficit d'oxygène, de médicaments et de ressources humaines. Seules les banques, ironie du sort seule les banques qui ne s'arrêtent jamais.

Les intérêts sont calculés au jour près imperturbablement par des machines et les business se ferment l'un après l'autre. Notre économie déjà anémiée s'amenuise au fil des jours.

De Jacmel aux Cayes, du Cap-Haïtien à Pétion-Ville, les hôtels sont forcés de fermer leur porte.

Oh mon pays que voici ! Une crise de gouvernance ! Une crise de moralité !

Doit-on aller jusqu'à l'abîme pour que nous puissions nous asseoir pour dire non à la corruption, non aux inégalités sociales, non à la mauvaise gouvernance, non à l'extrême pauvreté, non à l'intolérance généralisée.

Oui à l'esprit d'ouverture ce beau slogan adopté par l'écrivain Carlo Strenger qui avait repris le flambeau des philosophes du 18ème siècle, pour qu'on n'éteigne pas les lumières.

Pour couper court à ce suicide collectif nous sommes tous éphémères seul l'Etat est appelé à demeurer.

Jean Claude DESGRANGES, MD,
FAGS Jcdesgranges77@yahoo.fr
02 nov. 2019

HAITI-ESPOIR

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155

Supportez le magazine au : NATCASH +509-56220262

FESTIVAL DE LA LITTÉRATURE FÉMININE HAÏTIENNE

(FESTIVAL LITERATI FANM AYISYÈN)



CARREFOUR À L'HONNEUR !



SAMEDI
20 JUIN 2026
DE 9 H 00 À 16 H 00

Sous le haut patronage de **ONU Femmes**, de l'**ONUSIDA** et du **Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme**, le **Centre d'Intervention en Droits Humains (CIDHU)**, en partenariat avec **Voix des Femmes Haïtiennes (VFA)**, l'**Observatoire Haïtien pour le Droit et la Liberté de la Presse (OHDLP)**, met la commune de **Carrefour** à l'honneur dans le cadre de la deuxième édition du Festival de la Littérature Féminine Haïtienne.



VOUS ÊTES UNE FEMME DE LA COMMUNE DE CARREFOUR ?

Vous êtes auteure, poétesse, passionnée de littérature, chanteuse, artiste ou détentrice d'un talent particulier ?

Le **CIDHU** vous invite à prendre part à cette grande manifestation culturelle internationale afin de représenter fièrement la commune de Carrefour.

LES PARTICIPANTES BÉNÉFICIERONT NOTAMMENT :

- ✓ D'un espace d'exposition
- ✓ D'une salle d'ateliers et de conférences
- ✓ D'un espace équipé de projecteurs
- ✓ D'une pause-café
- ✓ Du déjeuner



INFORMATIONS :
+(509) 4811-5824
4168-3468



UNE JOURNÉE EXCEPTIONNELLE AUTOUR DU LIVRE, DE LA LECTURE ET DE LA CULTURE



**HÔTEL
PALM RÉSIDENCE,
PÉTION-VILLE**



CETTE ÉDITION SERA ÉGALEMENT L'OCCASION DE RENDRE HOMMAGE À PLUSIEURS FEMMES PAR DES **PLAQUES D'HONNEUR** POUR LEUR CONTRIBUTION REMARQUABLE À L'ÉDUCATION, À LA LITTÉRATURE ET À LA PROMOTION DE LA CULTURE EN HAÏTI.

VENEZ CÉLÉBRER LE TALENT, LA CRÉATIVITÉ ET LE LEADERSHIP DES FEMMES HAÏTIENNES, PARTICULIÈREMENT CELLES DE CARREFOUR À TRAVERS LA LITTÉRATURE ET LES ARTS !



ONUSIDA
HAÏTI



Jacques Antoine BAZILE
Directeur Exécutif du CIDHU

HAITI-ESPOIR



“HAITI-ESPOIR” est une revue hebdomadaire de l’actualité nationale et internationale, qui analyse de manière scientifique et indépendante les faits majeurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle d’Haïti et du Monde. La finalité, c’est d’apporter sa pierre à la reconstruction d’Haïti, ce pays fondé en 1804 au terme de la lutte menée par les grands émancipateurs Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et le “libertador” Alexandre Pétion, et qui se trouve aujourd’hui au fond de l’abîme.

Nos articles et réflexions sont rédigés par de vrais professionnels des sciences sociales et humaines, toujours guidés par l’éthique, la neutralité et l’objectivité. Ce qui rend le travail ardu, austère, mais de qualité. La facilité passe, mais l’austérité demeure.

Nous partageons le magazine online et des fois en dur gratuitement à un large public qui a fini par nous adopter. Chaque semaine notre lectorat attend impatiemment la dernière parution de **“HAITI-ESPOIR”** qui informe et éduque. Et nous prenons bien soin de ne pas leur fausser compagnie, peu importe les difficultés.

Si vous aimez notre travail ; encouragez-nous ! Votre aide nous permettra de faire encore plus : mieux vous informer, mieux vous aider à comprendre les dessous des événements qui affectent votre vie quotidienne. Ceci est assez important ! << *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas !*>> << *Heureux, celui qui a pu pénétrer la raison des choses.*>>, dit la langue de Virgile.

Compte en Gourde de “HAITI-ESPOIR” : 4260-000410.

Compte en USD de “HAITI-ESPOIR” : 4261-000169.

Banque Nationale de Crédit ou BNC.

Merci !